

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

De l'assurance de la faute

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 29 Octobre 1913, à 4 h 1/2

PAR

Marcel PIN

Président : M. PLANIOL.

*Suffragants : { MM. CAPITANT, Professeur,
PERCEROU, Professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

—
1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THESE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

De l'assurance de la faute

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 29 Octobre 1913, à 4 h 1/2

PAR

Marcel PIN



Président : M. PLANIOL.

Suffragants : { MM. CAPITANT, *Professeur*,
PERCEROU, *Professeur*.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

—
1913

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND'PÈRE

Paul PIN, Avocat à Alais.

A MON CHER ONCLE

Emile PIN, Avocat à Alais.

A MES PARENTS ET AMIS

DE L'ASSURANCE DE LA FAUTE

INTRODUCTION

L'assurance de la faute est celle par laquelle une personne cherche à se garantir contre les conséquences de la responsabilité qu'elle peut encourir envers autrui.

« Le but de l'assurance, a-t-on dit, consiste dans l'élimination du hasard dans les entreprises humaines par la division des risques » (1). Qu'il s'agisse de réparer les conséquences d'un incendie, de la chute de la foudre ou de la grêle, d'une épidémie décimant les bestiaux, d'un accident, de quelque nature qu'il soit, de la mort même, ou, au contraire, de la prolongation de la vie humaine au-delà des limites où les individus peuvent subvenir à leurs besoins par leur travail ; qu'il s'agisse de réparer les conséquences d'une faute quelconque par laquelle un individu a engagé sa responsabilité vis-à-vis d'autrui, l'assurance vient en aide à ceux qui souffrent de la réalisation d'un de ces risques. Le résultat est obtenu par l'association

(1) Rapport de M. Chastenet sur le projet de loi relatif à l'assurance. Chambre des députés, séance du 9 juin 1903. *Journal officiel*, annexe 986.

d'un grand nombre de personnes sujettes à subir un préjudice. Il est nécessaire, en effet, pour répondre à ce but avec une certitude mathématique et une régularité parfaite que l'assurance embrasse un très grand nombre de risques de même nature. On remarque alors que les événements qui, pris isolément, ne peuvent être attribués à aucune cause visible et semblent l'effet du hasard, se renouvellent cependant avec une régularité surprenante si l'on peut en envisager une certaine quantité. L'assureur, qu'il soit une société mutuelle ou une Compagnie commerciale, est un intermédiaire qui répartit entre les assurés, sous forme de primes calculées suivant les lois de la statistique, le risque qui menace individuellement chacun d'eux. Lorsque l'assureur est une Compagnie commerciale, la prime est fixe pendant toute la durée du contrat d'assurance, tandis que, dans l'assurance mutuelle, la prime peut varier chaque année suivant les résultats de l'exercice et l'importance des sinistres survenus au cours de cette même année.

L'objet de l'assurance est indéfini. Le nombre des risques qu'elle garantit s'étend et se multiplie tous les jours, embrassant les événements les plus divers. On ne peut imaginer quoi que ce soit dont la valeur ne puisse être assurée.

Cette extension du champ d'action de l'assurance tient à plusieurs causes. Les principales sont : le développement considérable, à l'époque contemporaine, de l'esprit de prévoyance et de solidarité ; l'accroissement, en nombre et en gravité, des risques courus par les personnes ou par les

choses ; la connaissance de plus en plus répandue des bienfaits de cette institution ; enfin, la création, sur des bases scientifiques, de la statistique et l'application du calcul des probabilités qui ont rendu les conditions de l'assurance plus précises et ses résultats plus certains.

Parmi ces causes, il y a lieu de retenir d'une manière toute particulière l'accroissement des risques courus par les individus, soit dans leur personne, soit dans leur patrimoine. Or, étant données la complexité croissante des relations sociales et les dangers sans cesse plus nombreux résultant de l'application de la science à l'industrie et aux sports, il est manifeste que les individus risquent de plus en plus de causer des préjudices à autrui. Les cas où la responsabilité humaine peut se trouver engagée se multiplient en raison même du progrès. Il est tout naturel que les hommes aient cherché à tirer parti de l'institution, si bienfaisante et si souple de l'assurance, pour se garantir des condamnations auxquelles ils se trouvent exposés par suite de dommages causés à leurs semblables.

La variété des fautes et des dommages possibles rend l'assurance de la faute susceptible d'applications indéfinies.

Les applications les plus anciennes ont été faites, en matière d'incendie, pour la responsabilité que peut encourir le locataire ou le voisin d'une maison qui devient la proie des flammes.

Le locataire répond, aux termes de l'art. 1732 du Code civil, des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu

sans sa faute. Et l'art. 1735 ajoute que le preneur est tenu des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires. Or, l'une des causes les plus fréquentes et les plus importantes, quant à ses conséquences, des dommages pouvant survenir aux immeubles, est l'incendie.

L'art. 1735 a spécialement prévu cette hypothèse. Pris en lui-même, l'incendie n'est pas, de sa nature, un cas fortuit. Seule, sa cause démontrée, peut, dans certaines circonstances, lui donner ce caractère. Il en est ainsi, par exemple, lorsque le feu a été allumé par la foudre. Nous sommes, alors, en présence du plus typique des cas fortuits.

L'art. 1733 établit une présomption de faute contre le locataire, présomption susceptible d'ailleurs d'être renversée par la preuve contraire. Ce texte limite à trois les causes d'exonération du locataire : le cas fortuit ou la force majeure, le vice de construction du bâtiment et la communication du feu par une maison voisine.

Cette énumération, qui semble être limitative, ne l'est pas en réalité. Le vice de construction ou la propagation de l'incendie venant d'une autre maison sont pour le locataire des cas fortuits rentrant dans le premier terme de l'énumération dont il s'agit. Tout ce qui n'est faute du locataire étant cas fortuit, le locataire peut s'affranchir de toute responsabilité en établissant que l'incendie a eu une cause quelconque autre qu'une faute de sa part. Le preneur ne subit donc aucune restriction limitant arbi-

trairement les causes d'exonération qu'il peut invoquer (1). Le locataire n'est d'ailleurs pas astreint à prouver directement la nature spéciale du fait qu'il allègue comme cas fortuit ; il suffit qu'il prouve l'absence de faute d'où résulte indirectement l'existence d'un cas fortuit (2).

S'il y avait plusieurs locataires dans une maison détruite par un incendie, tous sont responsables proportionnellement à la valeur locative de la partie de l'immeuble qu'ils occupent.

Au système de la responsabilité solidaire, édicté par le Code civil, la loi du 5 janvier 1883 a substitué le système de la responsabilité proportionnelle.

Depuis longtemps, les locataires sont garantis contre leur responsabilité éventuelle en contractant une assurance dite « du risque locatif. »

D'autre part, l'occupant d'une maison qui veut se couvrir de la responsabilité qu'il pourra encourir si un incendie né chez lui se communique à la maison voisine, contracte une assurance dite « du recours de voisinage. »

Jusqu'à l'époque contemporaine, ces deux sortes d'assurances ont été à peu près les seuls types d'assurance de responsabilité connus.

Mais le développement de l'industrie et des moyens de locomotion a singulièrement élargi le domaine de l'assurance de la faute.

(1) En ce sens, Planiol, t. II, n° 1717.

(2) Amiens, 6 janvier 1886, Dalloz, 1887, 2, 152 ; — Orléans, 4 décembre 1886, Dalloz, 1888, 2, 63.

Antérieurement à la loi du 9 avril 1898, les patrons contractaient diverses sortes d'assurances en prévision des accidents pouvant survenir à leurs ouvriers. Tantôt le patron assurait ses ouvriers contre les accidents qui ne lui seraient pas imputables ; les ouvriers étaient alors garantis contre leurs risques professionnels. Tantôt le patron s'assurait contre les conséquences de sa faute ou de celle de ses préposés, et il stipulait de la Compagnie d'assurances le paiement de l'indemnité dont il pourrait être tenu vis-à-vis de l'ouvrier. Dans ce dernier cas, il y avait assurance de responsabilité. Mais le champ d'application de celle-ci s'est beaucoup élargi depuis que la loi du 9 avril 1898 a rendu le patron responsable de plein droit de tous les accidents atteignant ses ouvriers et employés, alors même que ces accidents ne seraient pas dus à sa propre faute. Le bénéfice de cette loi a été étendu à toutes les entreprises commerciales par la loi du 12 avril 1906.

Ce n'est pas seulement en matière d'accidents du travail qu'on remarque le développement de l'assurance de responsabilité. En matière d'accidents de chevaux, voitures et automobiles, par exemple, l'assurance a non seulement pour objet de garantir l'assuré contre les accidents causés à ses chevaux et à ses voitures, mais encore de garantir l'assuré contre les accidents causés par ceux-ci à des tiers. Il y a là un groupe d'assurances de responsabilité dont l'importance augmente à mesure que la locomotion automobile se répand davantage et crée plus de dangers.

Signalons encore une source de responsabilité dont il

est beaucoup question à l'heure actuelle. Nous voulons parler de la responsabilité médico-chirurgicale.

Le préjudice causé au malade par les faits de pratique médicale et chirurgicale peut provenir soit d'une erreur scientifique, soit de fautes contre les règles de l'art. On admet, en général, que l'erreur de diagnostic ne peut être considérée comme une faute entraînant la responsabilité du médecin parce que, souvent, le diagnostic vrai est impossible, et ce serait, dans ce cas, rendre le médecin responsable d'un cas fortuit ; ou bien le diagnostic est d'une réelle difficulté et il serait vraiment trop rigoureux de déclarer responsable un médecin qui se serait trompé. Mais le médecin est responsable de ses fautes contre les règles de l'art, c'est-à-dire de celles qui dénotent une ignorance impardonnable de son métier. La médecine comprend des règles générales, vérifiées et admises par tous. Ces vérités forment le lot scientifique de tout médecin qui veut exercer consciencieusement sa profession. Le médecin qui les ignore est en faute et doit répondre du préjudice qui peut être le résultat d'une pareille ignorance. Pourquoi ce qui est exigé des artisans, des notaires, des avoués, de l'huissier, ne le serait-il pas du médecin ? Tout homme qui pratique une profession savante est tenu d'apporter dans l'accomplissement de son devoir l'habileté normale d'un homme compétent.

Les circonstances qui constituent sa culpabilité ne se prêtent pas à une formule légale ; il y a une question de fait qui varie avec les espèces. Mais le principe même de la responsabilité ne saurait être mis en doute.

Or, les médecins et les chirurgiens se montrent très inquiets aujourd'hui de la responsabilité qui pèse sur eux et ils commencent à se garantir au moyen de l'assurance.

Nous ne passerons pas en revue dans ces considérations préliminaires toutes les hypothèses pratiques de l'assurance de la faute. Il n'est pas besoin de démontrer l'utilité qu'il y a, pour le transporteur, le dépositaire, l'hôtelier, à se prémunir par l'assurance contre la responsabilité qui peut leur incomber. L'assurance vient encore en aide aux officiers ministériels qui veulent se garantir contre les conséquences de leurs fautes professionnelles.

Quelle que soit la diversité des applications actuelles et possibles, l'assurance que nous nous proposons d'étudier répond à une définition générale précise.

L'assurance de la faute, qui est parfois appelée aussi « assurance de responsabilité », a pour objet de garantir l'assuré contre les conséquences de la responsabilité qu'il peut encourir.

L'importance actuelle et future de cette assurance en rend l'étude aussi nécessaire qu'intéressante.

Notre premier soin sera de préciser les caractères propres de l'assurance de la faute. Ce sera l'objet de notre *premier chapitre*.

Dans un *second chapitre*, nous rechercherons les conditions de validité de cette assurance.

Enfin, nous aurons à examiner ses effets à l'égard des diverses personnes qu'elle peut intéresser.

CHAPITRE PREMIER

Caractères de l'assurance de la faute.

Avant de mettre en lumière les caractères propres de l'assurance de la faute, il est indispensable de rappeler les idées générales qui gouvernent la matière de la faute et de la responsabilité. Ces idées nous serviront d'ailleurs à préciser et à justifier certaines solutions au cours de ce travail. Ainsi s'explique la division de ce chapitre en deux sections.

SECTION PREMIÈRE

La faute et la responsabilité.

La faute est tout manquement à une obligation préexistante, conventionnelle ou légale (1).

Il n'existe pas de différences essentielles entre la faute dite contractuelle et la faute dite délictuelle. Peu importe que la première soit la violation d'une obligation conventionnelle et la seconde la violation d'une obligation légale.

(1) Planiol, *Traité de droit civil*, t. II, n° 863 et 864 ; — Aubry et Rau, t. IV, § 444 et note 1 ; — Demolombe, t. XXXI, n° 479.

Cette dualité des sources de l'obligation n'entraîne en aucune manière une dualité dans la nature de la faute.

Car, comme le dit M. Planiol, il n'y a aucune raison de distinguer radicalement « deux débiteurs qu'on peut sup-
« poser tenus d'obligations semblables par leur objet,
« l'un en vertu de la loi, l'autre en vertu d'une conven-
« tion. Ce serait un caprice sans motifs, une absurdité
« législative » (1).

L'opinion traditionnelle (2) prétend néanmoins trouver des différences spécifiques entre les deux catégories de fautes. Ces différences se rapporteraient principalement au degré de gravité de la faute nécessaire pour entraîner la responsabilité ainsi qu'à la preuve des fautes. En premier lieu, la responsabilité ne serait engagée en matière contractuelle, en thèse générale, qu'autant que le débiteur n'apporterait pas à l'accomplissement de son obligation les soins d'un bon père de famille. La faute contractuelle n'engendrerait donc la responsabilité de son auteur que si elle avait une certaine gravité minima.

On ajoute d'ailleurs que certains débiteurs peuvent exceptionnellement se trouver tenus d'une moindre diligence (art. 804, 1374, 1927, 1928, 1992).

Au contraire, en matière délictuelle, toute faute, si légère soit-elle, serait prise en considération, et à l'appui de cette distinction on invoque un texte du Digeste : « In lege

(1) Planiol, *loc. cit.*, n° 888.

(2) Notamment, Demolombe, I, n° 406; — Laurent, XVI, n° 230-310; — Aubry et Rau, IV, §§ 308 et 446; — Huc, VII, n° 95.

aquila et culpa levissima venit » (1). On fait en outre le raisonnement suivant : en contractant, dit-on, l'homme sort de la sphère de son activité naturelle ; on ne doit pas supposer qu'il ait voulu promettre une diligence dépassant une certaine mesure qu'on détermine *in abstracto* en la comparant à celle d'un bon père de famille. Mais cette supposition n'est plus possible en matière de délits. L'auteur de la faute et la victime sont étrangers l'un à l'autre (2).

Le vice de cette argumentation consiste en ce que l'on considère la faute délictuelle comme un fait productif l'obligation entre personnes juridiquement étrangères l'une à l'autre, alors qu'en réalité cette faute, aussi bien que la faute contractuelle, implique une obligation préexistante dont elle est la violation : « On confond, dit très bien M. Planiol, l'étendue de l'obligation avec la gravité de la faute. L'art. 1137, qui détermine la responsabilité du débiteur en matière de contrats, règle une question d'obligation et non une question de faute ; il détermine l'étendue des soins que le débiteur est tenu d'apporter à l'exécution de ses promesses ; mais, dans la limite où l'obligation existe, on peut dire que toute contravention à cette obli-

(1) Livre 44, titre 9, frag. 2. — Voir, dans le sens de cette distinction, un arrêt de la Cour de cassation, du 21 janvier 1890 (Dalloz, 91, 1, 390) « C'est seulement, dit cet arrêt, en matière de délits ou de quasi-délits que toute faute quelconque oblige son auteur à réparer le dommage provenant de son fait. Un mandataire n'est tenu d'apporter à la gestion dont il s'est chargé que les soins d'un bon père de famille ».

(2) Labbe, notes au Sirey, 1871, 1, 19, et 1886, 4, 25.

gation constituera une faute, quelque légère qu'elle soit, et sans distinguer si l'obligation est conventionnelle ou légale. Il s'agit donc de savoir, non pas dans quelle mesure le débiteur a manqué à son obligation, mais bien dans quelle mesure il se trouvait lié et quelle somme de diligence il était tenu de fournir » (1). Et le savant auteur conclut avec raison que la distinction des obligations contractuelles et légales demeure sans influence sur la façon dont il faut apprécier la gravité des fautes. « Ce n'est pas la source de l'obligation qu'il faut considérer, dit-il, mais seulement la nature et l'étendue de son objet » (2).

En second lieu, les partisans de la distinction traditionnelle opposent la faute contractuelle et la faute délictuelle sur le terrain de la preuve (3). En matière de contrat, dit-on, le fardeau de la preuve pèse sur le débiteur qui se prétend libéré. Il y aurait présomption de faute à la charge du débiteur qui, par le seul fait de l'inexécution ou de l'exécution insuffisante de l'obligation, serait condamné à des dommages-intérêts sans que le créancier n'ait à fournir la preuve d'aucune faute spéciale. Le créancier qui a prouvé l'existence du contrat d'où naît son droit, a fait toute sa preuve. Le débiteur ne pourra éviter la condamnation qu'en démontrant que l'inexécution qui lui est reprochée ne lui est pas imputable. En matière de délits ou de quasi-délits, au contraire, dit-on, la faute ne se présume

(1) Planiol, *loc. cit.*, n° 884.

(2) *Ibidem*, n° 886.

(3) Huc, t. VIII, n° 424 et 428; — Sainctelette, *Responsabilité et garantie*, p. 27.

pas. Le droit de celui qui a souffert d'un délit, a sa cause génératrice dans la faute de l'auteur du délit ; il n'obtiendra donc réparation que s'il prouve la faute de ce dernier.

M. Planiol nous semble avoir magistralement démontré que la différence à établir entre deux catégories d'obligations au point de vue de la preuve, tient à la nature positive ou négative de leur objet, non pas à leur source contractuelle ou légale (1). En effet, lorsque le débiteur est tenu d'une obligation positive de donner ou de faire, le droit pour le créancier d'obtenir l'exécution, dès qu'il prouve l'existence de la créance, ne résulte pas d'une présomption de faute, mais de l'application des règles générales de la preuve. L'obligation n'ayant pas été exécutée, c'est au débiteur à prouver qu'il y a eu impossibilité fortuite d'exécution, conformément à la maxime « reus excipiendo fit actor. » Mais quand il s'agit d'une obligation négative, le créancier ne peut faire condamner le débiteur que s'il démontre que celui-ci a manqué à l'obligation.

Car le créancier, ici, à la différence du créancier d'une obligation de faire, n'a pas de titre et ne peut baser sa réclamation que sur l'existence de la contravention à l'obligation. Il est si vrai que les différences relatives à la preuve tiennent à la nature positive ou négative de l'objet des obligations et non à la source contractuelle ou légale de celles-ci, qu'aux termes de l'art. 1145 du Code civil, la preuve d'une faute du débiteur incombe au créancier,

(1) Planiol, *loc. cit.*, n° 889.

même en matière contractuelle ou légale lorsqu'il s'agit d'une obligation de ne pas faire.

Il est donc permis d'affirmer qu'il n'y a point entre les fautes couramment appelées contractuelles et délictuelles de différence substantielle. Les unes et les autres sont la violation d'une obligation. Mais l'obligation dont l'inexécution constitue la faute nommée délictuelle est une obligation légale, ayant généralement pour objet une abstention.

Lorsque le manquement à une obligation imposée par le contrat ou par la loi a été conscient et voulu chez son auteur, on dit que la faute est intentionnelle ou qu'elle constitue un dol.

Le dol ne suppose pas nécessairement l'intention de nuire, la volonté précise et arrêtée de causer un préjudice à autrui. Il est constitué dès que le débiteur d'une obligation conventionnelle ou légale y contrevient sciemment et librement.

La faute non intentionnelle est celle qui est commise en dehors des conditions précédentes.

C'est à cette distinction que correspondent les dénominations légales de délits et de quasi-délits. Dans la conception moderne qui a été consacrée par les art. 1382 et 1383 du Code civil, le quasi-délit est le fait dommageable non intentionnel (1). Pothier définit le quasi-délit : « Le fait par lequel une personne, *sans malignité*, mais par une

(1) Treilhard, Exposé des motifs, f. Ferret, t. XIII, f. 467; — Aubry et Rau, t. IV, § 446; — Planiol, t. II, n° 823.

imprudence qui n'est pas excusable, cause quelque tort à une autre » (1).

On a prétendu que la distinction des actes illicites en délits et quasi-délits serait pratiquement inutile (2).

Nous nous permettons de ne pas partager cette manière de voir. Sans doute les unes et les autres obligent leur auteur à la réparation du dommage causé. Mais la question de savoir si une faute est ou n'est pas intentionnelle nous paraît capitale en matière d'assurance, et surtout lorsqu'il s'agit de l'assurance de la faute, ainsi que nous le verrons plus loin.

SECTION II

Caractères propres de l'assurance de la faute.

Le contrat d'assurance est un contrat aléatoire, car il repose sur la réalisation possible d'un événement incertain et sur l'espoir d'un gain pour chacune des parties. Si l'ensemble des primes perçues par l'assurance est considéré comme l'équivalent des sinistres tombant à sa charge, les primes payées par un individu ne correspondent presque jamais à un sinistre pour lequel il reçoit une indemnité. L'assureur court la chance, soit de réaliser un bénéfice si cette indemnité reste inférieure aux primes, soit de subir une perte quand elle les dépasse. Les primes versées par

(1) Pothier, *Obligations*, n° 116.

(2) Planiol, t. II, n° 827.

un même assuré ne représentent presque jamais les indemnités qu'il a pu toucher. Cet équilibre ne se produit que sur l'ensemble des primes et des sinistres pour un assureur dans un temps donné. L'aléa du contrat consiste, d'une part, dans le risque pour l'assuré, de verser des primes sans éprouver de sinistre et sans toucher d'indemnité, et, d'autre part, pour l'assureur, d'avoir à verser à l'assuré une somme de beaucoup supérieure à celles qu'il a reçues ou recevra jamais de lui. Et c'est précisément dans cette chance que réside l'utilité de l'opération.

Ce caractère, qui est le trait essentiel de l'assurance, se retrouve dans toutes les branches de l'assurance, aussi bien dans l'assurance de la faute que dans les autres.

L'individu qui s'assure contre les conséquences pécuniaires d'une certaine catégorie de fautes, court le risque de verser des primes sans avoir jamais à se faire indemniser par l'assureur, des dommages-intérêts qu'il aura dû verser à qui que ce soit ; il peut se faire, en effet, qu'il ne cause jamais de dommages à personne et que sa responsabilité ne soit jamais engagée. De son côté, l'assureur voit se dresser devant lui un aléa : c'est d'avoir à indemniser l'assuré des conséquences d'une faute d'une importance telle que l'indemnité d'assurances excède les primes encaissées ou à encaisser.

Nous n'insisterons pas sur les caractères généraux du contrat d'assurance qui se remarquent dans l'assurance de la faute, tout comme dans les autres. Mais il importe que nous mettions en relief les caractères propres de l'assurance

qui fait l'objet de notre étude. La détermination de ces caractères exigera d'ailleurs parfois un rappel de notions générales qui gouvernent la matière de l'assurance.

L'assurance de la faute est un contrat par lequel l'assuré stipule, moyennant le paiement d'une prime, qu'au cas où il sera condamné à verser une certaine somme à titre de dommages-intérêts à un tiers lésé par sa faute, l'assureur devra l'indemniser de ce dommage en lui versant à lui-même une somme égale au montant de la condamnation.

Ce contrat ne transporte nullement la responsabilité de la personne de l'assuré sur la personne de l'assureur. L'assuré demeure responsable de sa faute, puisqu'il est condamné. Mais il se garantit contre les conséquences pécuniaires de cette condamnation. Le risque, est ici, la condamnation de l'assuré à une certaine somme d'argent vis-à-vis d'un tiers par lui lésé. C'est ce risque que l'assureur s'engage à couvrir.

L'assurance de la faute a donc pour objet de réparer un dommage causé à l'assuré.

Ce caractère essentiel d'assurance de réparation a été quelque peu obscurci par une antithèse qu'on a voulu établir entre l'assurance de la faute, dite assurance de responsabilité, contractée par l'auteur d'un dommage, et l'assurance exclusivement dite de réparation, contractée par la victime du dommage ou au profit de celle-ci. C'est à propos de la législation relative au risque professionnel que cette opposition a été faite.

Que se passait-il avant la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ?

Supposons une entreprise industrielle occupant un certain nombre d'ouvriers. Ceux-ci étaient exposés à des dangers provenant d'une double cause ; l'accident pouvant résulter soit (première hypothèse) d'une faute du patron, soit (seconde hypothèse) d'un cas fortuit ou de la faute de l'ouvrier lui-même, ou d'une cause restée inconnue. Dans la première hypothèse, l'ouvrier avait contre son patron une créance d'indemnité fondée sur l'art. 1382 ; dans la seconde, le patron, n'étant pas en faute, échappait à toute responsabilité au regard de son ouvrier. Deux combinaisons différentes d'assurances répondaient à cette double situation. Tantôt le patron s'assurait contre les conséquences de sa faute à l'effet de se couvrir de la dépense que lui imposerait le paiement des dommages-intérêts mis à sa charge. Tantôt le patron, gérant en quelque sorte l'affaire de son ouvrier, stipulait de la Compagnie d'assurances le paiement d'un capital ou d'une rente entre les mains de cet ouvrier, comme celui-ci aurait pu le faire lui-même s'il avait été assez prévoyant pour se préoccuper à l'avance des dangers de sa profession. La première assurance, celle qui avait pour objet de garantir le chef d'entreprise contre les conséquences de sa propre faute, était désignée sous le nom d'assurance de responsabilité. Quant à l'assurance qui devait profiter directement à l'ouvrier, indépendam-

(1) Voir Dupuich, notes au Dalloz, 1897, 2, 369, et au Dalloz, 1908, 1, 265 ; — Sarrut, note au Dalloz, 1901, 1, 353.

ment de toute faute du patron, elle était connue en théorie sous le nom d'assurance de réparation et, en pratique, sous celui d'assurance collective. Cette dernière dénomination venait de ce que l'assurance était contractée collectivement au profit de tout le personnel, sans désignation comme bénéficiaire de l'un des ouvriers individuellement. D'ordinaire, les deux assurances dont il s'agit, étaient juxtaposées dans deux polices connexes ou combinées dans une même police. Il en résultait une confusion regrettable. On considérait volontiers, par suite d'une analyse superficielle du contrat, l'assurance de responsabilité comme un simple cas particulier de l'assurance contre les accidents ouvriers (1). La loi du 9 avril 1898 est venue apporter de la clarté en cette matière. En vertu de la législation nouvelle, le chef d'entreprise répond de plein droit de tous les accidents de ses ouvriers et employés, alors même que ces accidents ne seraient dus en aucune manière à sa propre faute. « Il en résulte, dit M. Dupuich, que l'assurance de réparation a perdu aujourd'hui, du moins en ce qui touche les accidents ouvriers, presque toute sa portée pratique, tandis que l'assurance de responsabilité, au contraire, a vu presque indéfiniment étendre son domaine. Ce fait ne peut qu'être très favorable à une analyse exacte de cette sorte d'assurance, débarrassée désormais d'un voisinage qui en obscurcissait la théorie. »

Cette opposition ne nous semble pas heureuse. En réa-

(1) Dupuich, note au Dalloz, 1908, 1, 265,

lité, l'assurance de la faute, appelée aussi assurance de responsabilité, n'est qu'une variété de l'assurance de réparation. Par l'assurance de responsabilité, le patron, et, plus généralement, l'auteur du dommage, cherche à *réparer* le préjudice que lui causera à lui-même l'obligation où il se trouvera de payer des dommages-intérêts à sa victime.

Quelques considérations générales sur la nature du contrat d'assurance et de la classification des diverses assurances nous paraissent ici indispensables.

L'assurance est un contrat en vertu duquel une personne appelée assuré pourra récupérer d'une autre appelée assureur, moyennant une prime versée à celle-ci, la somme, soit indemnitaire, soit forfaitaire, à laquelle lui donnera droit la réalisation d'événements l'atteignant dans ses biens ou dans sa personne.

Cette définition générale convient à tous les genres d'assurances. Beaucoup de définitions assez répandues parlent uniquement d'indemnité et de dommages, alors que les assurances de personnes se comprennent sans que l'assuré ait souffert de dommage et sans que le capital ou la rente versée ait le caractère d'une indemnité. Comment, dans l'assurance en cas de vie, par exemple, pourrait-on dire que l'assuré cause un préjudice par le fait de sa survie ?

De ces notions générales, qu'il nous suffit d'avoir brièvement rappelées, il résulte que les différentes catégories d'assurances peuvent, quant à leur nature, se ramener à

deux classes : celles qui s'appliquent aux choses et celles qui ont pour objet les personnes. D'une façon générale, on peut dire que les premières constituent des contrats d'indemnité.

Ayant pour but de réparer un dommage, la somme que l'assureur peut avoir à verser à l'assuré doit être égale aux conséquences pécuniaires de ce dommage, sans pouvoir jamais constituer un bénéfice en faveur de l'assuré. Dans les assurances de personnes, le dommage réellement subi ne détermine plus l'importance de l'indemnité due à l'assuré qui en a été victime, car il est impossible de l'évaluer à l'avance, au moment de la rédaction du contrat. Alors qu'en matière d'incendie, par exemple, le dommage éventuel contre lequel l'assuré entend se prémunir est facile à calculer, puisqu'il est égal à la valeur même de l'objet garanti, on ne saurait prévoir quelles peuvent être, pour ses parents, les conséquences de la mort de l'assuré ; pour le savoir, il faudrait connaître l'époque à laquelle cette mort se produira, quels seraient les revenus ou les capitaux dont elle privera les tiers à ce moment, quelles charges elle leur imposera ; or, de tels éléments varient à chaque instant de l'existence d'un même individu. C'est pourquoi il a fallu se contenter de fixer à forfait, dans le contrat lui-même, le montant des prestations à fournir par l'assureur en cas de réalisation du risque.

Cela posé, il ne faut pas hésiter à dire que l'assurance de la faute est un contrat d'indemnité. Elle a pour but de garantir l'assuré contre les conséquences de sa faute éven-

tuelle, c'est-à-dire de lui faire récupérer les sommes qu'il pourra avoir à payer, à titre de dommages-intérêts, à la victime d'un dommage survenu par son fait. Si, à la suite d'un préjudice que j'ai, par ma faute, causé à autrui, je suis condamné à 1,000 francs de dommages-intérêts, j'éprouve moi-même un dommage par suite de l'exécution de cette condamnation ; l'assurance que j'ai contractée tend à m'indemniser de ce dommage. Le préjudice qui me sera causé sera facile à évaluer, puisqu'il sera égal au montant de la condamnation prononcée contre moi.

Ayant pour objet une somme d'argent, l'assurance de la faute est une assurance de choses présentant un caractère nettement indemnitaire. Il n'y a donc aucunement lieu d'opposer l'assurance de responsabilité à l'assurance de réparation. La seconde est une espèce dont la première est une variété.

En réalité, l'assurance de la faute suppose un double dommage : en premier lieu, un dommage causé à un tiers par la faute de l'assuré ; en second lieu, un dommage causé à l'assuré lui-même par suite de la condamnation prononcée contre lui et de l'obligation où il s'est trouvé de payer des dommages-intérêts au tiers lésé. Ces deux dommages peuvent être garantis chacun par une assurance. Et cette circonstance assez fréquente, vient, comme nous le verrons, compliquer notre sujet. Pour le moment, contentons-nous de dire que l'assurance de la faute a pour objet spécifique de garantir l'auteur d'un dommage contre le préjudice qu'il éprouve lui-même par suite de sa condamnation à des dommages-intérêts.

C'est l'obligation découlant de cette condamnation, qui engendre l'obligation de l'assureur de la faute.

L'assurance de la faute présente son utilité, quelle que soit la personne à laquelle l'auteur du dommage doive réparation. La personne lésée n'est pas toujours elle-même débitrice des dommages-intérêts dus par l'auteur du dommage. Il se peut que cette victime soit également assurée. Or, l'assureur qui a indemnisé la victime va prétendre que le préjudice retombe sur lui, puisque la personne lésée a été désintéressée par lui et qu'il a été contraint de déboursier l'indemnité d'assurance. Faut-il dire que chaque fois que la victime sera assurée et aura touché l'indemnité d'assurances, c'est entre les mains de l'assureur de cette victime que l'auteur du dommage devra payer des dommages-intérêts ?

Ce qui est certain, c'est que la prudence de sa victime ne saurait, en aucune manière, atténuer la responsabilité de l'auteur du dommage et le décharger de l'obligation qu'il a assumée. Mais vis-à-vis de qui se trouve-t-il débiteur de cette obligation ?

Il convient de distinguer suivant que la victime a ou n'a pas, dans sa police d'assurance, cédé ses droits éventuels contre l'auteur du dommage.

Envisageons d'abord l'hypothèse dans laquelle la victime n'a consenti aucune cession de ses droits à son assureur. Ne doit-on pas admettre alors que l'assurance a eu pour résultat de déplacer l'incident du dommage et qu'en dernière analyse la victime réelle n'est plus la personne

lésée, mais bien l'assureur de celle-ci, obligé par le fait de l'auteur du dommage, de déboursier un capital correspondant au préjudice causé par ce dernier ? N'est-il pas équitable d'accorder à cet assureur le droit de demander directement réparation à l'auteur du dommage ? Qu'importe, pourrait-on dire, que l'obligation de cet assureur résulte en première ligne de son contrat. N'est-ce pas en définitive, la faute de l'auteur du dommage qui en a déterminé l'application ?

Cette manière de voir ne saurait, croyons-nous, résister à un examen juridique sérieux. En l'absence d'une clause de cession des droits de la victime insérée dans la police, il est impossible, étant donné l'état actuel de nos textes, de reconnaître à l'assureur de cette victime le droit d'agir contre l'auteur du dommage.

Cet assureur ne pourrait se prévaloir de l'art. 1251-3°, relatif à la subrogation légale, car il n'a pas payé la dette de l'auteur du dommage, mais bien sa propre dette qui découle du contrat d'assurance. L'art. 1251-3° suppose deux dettes communes dans leur objet, leur cause et leur qualité.

Or, on ne peut pas dire que la dette de l'assureur de la victime et celle de l'auteur responsable, soient communes. D'abord, il n'y a pas identité de cause ; l'auteur du sinistre répare le dommage qu'il a causé, l'assureur de la victime paie une dette ayant sa source dans la police d'assurance. En outre, les deux dettes n'ont pas la même qualité : l'auteur du dommage doit réparer tous les effets du sinistre,

tandis que l'assureur ne doit que ce qui en est la conséquence directe. Si un immeuble d'une valeur de 200,000 fr. a été entièrement détruit par l'incendie, et qu'il n'ait été assuré que pour 150,000 fr., l'assureur du propriétaire ne doit que 150,000 fr., alors que la dette de l'auteur du sinistre a pour objet la réparation de tout le préjudice.

Aucune assimilation du contrat d'assurance au contrat de cautionnement ne pourrait d'ailleurs être tentée avec succès. L'assurance est un contrat synallagmatique qui donne naissance à des obligations réciproques de l'assureur et de l'assuré ; le cautionnement est, au contraire, un contrat unilatéral ; la caution seule contracte un engagement. L'assurance engendre une obligation principale ; le cautionnement est un contrat accessoire et implique l'existence d'une première obligation antérieure ; or, au moment de la signature de la police, la dette de l'auteur responsable du sinistre n'était pas née.

Il est donc juridiquement impossible de considérer l'assureur de la victime, qui a désintéressé celle-ci du dommage causé par un tiers, comme ayant payé une dette à laquelle il était tenu avec d'autres ou pour d'autres, et, par suite, de l'admettre au bénéfice de la subrogation légale dans les termes de l'art. 1251-3°.

A défaut de subrogation de plein droit, l'assureur de la victime peut-il du moins se prévaloir d'un prétendu dommage qu'il aurait éprouvé par suite du versement de l'indemnité et qui mettrait en jeu l'art. 1382 ? Lui est-il permis de dire à l'auteur du dommage : votre fait m'a

obligé à déboursier un capital correspondant au dommage que vous avez causé ; vous m'avez porté préjudice à moi-même en me contraignant à exécuter mon contrat ; je vous en demande réparation. Ce langage a été approuvé par la jurisprudence en matière d'assurances de choses (1). Pour notre part, nous ne croyons pas que l'assureur de la victime puisse exercer un recours, dans les termes de l'art. 1382, contre l'auteur responsable du sinistre. Cet assureur n'éprouve, en réalité, pas de préjudice. En effet, il a récupéré sur l'ensemble des primes perçues, les capitaux qu'il a été obligé de déboursier ; dans le calcul des primes, il a fait entrer l'éventualité d'un sinistre provenant du fait d'un tiers. D'ailleurs, le caractère aléatoire de l'assurance est exclusif de la nature même du préjudice ; l'éventualité du sinistre est entrée dans la précision du contrat, et l'assureur s'y est très librement exposé. En outre, comment admettre que l'assureur qui invoque, contre l'auteur du dommage, les effets d'un contrat auquel cet auteur est demeuré absolument étranger ? Ce contrat est, à son égard, *res inter alios acta*.

De la solution que nous venons de dégager, il découle une conséquence importante.

On a beaucoup discuté sur la question suivante : la victime peut-elle cumuler l'indemnité d'assurance avec l'indemnité de l'auteur du dommage ? Nous croyons qu'il

(1) Cassation, 2 mars 1829, Dalloz, 1829, 1, 163 ; — Cassation, 12 août 1870, Dalloz, 1872, 1, 293 ; — Chambéry, 5 février 1881, Dalloz, 1882, 2, 238.

convient de répondre affirmativement. Le contrat d'assurance intervenu entre la victime et son assureur a été, pour l'auteur du dommage, *res inter alios acta*. Or, aux termes de l'art. 1165, les conventions ne peuvent nuire, ni profiter aux tiers. Par suite, le contrat liant la victime à son assureur ne peut diminuer l'obligation de réparation qui pèse sur l'auteur du dommage. D'ailleurs, on ne saurait admettre qu'un acte de prévoyance d'un assuré put tourner à son détriment ; or, c'est précisément ce qui arriverait si l'on refusait à la victime assurée tout recours contre l'auteur du dommage. Cette victime a, en effet, payé des primes pendant un temps plus ou moins long, et elle ne reçoit pas toujours une indemnité aussi forte que celle qu'elle pouvait espérer d'après la police ; sans l'assurance, elle aurait été mieux traitée, puisqu'elle aurait reçu une indemnité égale, alors qu'elle n'aurait pas eu de primes à payer.

Objecterait-on le principe que l'assurance est un contrat d'indemnité et ne doit pas placer la victime assurée, en cas de sinistre, dans une situation meilleure que celle où elle se trouverait si le risque ne s'était pas réalisé ?

Nous répondrions que ce principe est ici interprété abusivement, en ce sens qu'on l'applique dans les rapports de la victime assurée et de l'auteur responsable du dommage, alors qu'il ne doit avoir de valeur que dans les rapports de la victime assurée et de son assureur. Le but du principe est d'empêcher que l'assurance ne dégénère en un pari et que la victime assurée ne puisse spéculer sur le dommage

éprouvé en se faisant payer une indemnité supérieure à sa valeur. Mais cette règle est pleinement respectée dès l'instant que l'indemnité d'assurance payée à la victime ne dépasse pas le dommage qu'elle a souffert.

Cette règle ne s'oppose nullement à ce que la victime assurée, qui a reçu l'indemnité de son assureur, réclame à l'auteur du dommage des dommages-intérêts. Quand la victime cumule les deux indemnités, elle ne réclame à son assureur et n'en obtient qu'une somme égale au préjudice qu'elle a éprouvé ; elle ne tire aucun enrichissement de l'exécution de son contrat d'assurance. Sans doute, elle touche des deux mains, mais c'est légitimement. Le paiement de l'indemnité d'assurance n'a pas, en effet, éteint l'action de la victime contre l'auteur responsable. Le cumul ne serait choquant que si l'on reconnaissait à l'assureur de la victime le droit de se retourner, en exerçant une action directe contre l'auteur responsable. En ce cas, ce dernier paierait deux fois les conséquences de sa faute. Mais nous ne pensons pas qu'il faille reconnaître à l'assureur de la victime le droit d'exercer une action directe contre l'auteur du dommage. Dès lors, il n'y a aucune iniquité à admettre pour la victime le cumul de l'indemnité d'assurance avec l'indemnité de l'auteur responsable.

Ce droit a été reconnu par la jurisprudence. La Cour de Douai, notamment, l'a admis, le 19 janvier 1898, dans l'espèce suivante. Au cours d'une partie de chasse, M. Daniel avait blessé accidentellement M. Perperot ; cette blessure ayant amené l'ablation de l'œil, M. Perperot assigna

Daniel en 10,000 fr. de dommages-intérêts. Celui-ci opposa une fin de non-recevoir tirée de ce que Perperot avait été désintéressé par la Compagnie d'assurance « La Foncière », du préjudice subi. Un jugement du Tribunal de Boulogne-sur-Mer, du 9 juillet 1897, décida que l'indemnité d'assurance touchée par Perperot devait venir en déduction de la somme à lui allouée. Mais cette décision fut infirmée par la Cour de Douai : « Attendu, dit-elle, qu'il n'y a pas lieu de retenir, en droit, l'indemnité que Perperot pourra réclamer à la Compagnie avec laquelle il a contracté une police d'assurance ; que les deux actions qu'il peut exercer par suite de sa blessure n'ont rien de commun ; qu'elles procèdent, en effet, l'une d'un contrat, l'autre de l'art. 1382 du Code civil ; qu'elles sont, par conséquent, indépendantes l'une de l'autre, que l'on ne peut pas mesurer les dommages-intérêts dus pour un préjudice causé à une personne, à un chiffre plus ou moins élevé, suivant que cette personne aura ou n'aura pas contracté d'assurance » (1).

Cette argumentation nous semble péremptoire. La victime assurée peut cumuler l'indemnité versée par son assureur avec les dommages-intérêts dus par l'auteur du dommage. Il n'en serait autrement que si cette victime avait cédé à son propre assureur, dans la police, son action contre l'auteur du dommage.

(1) Douai, 19 janvier 1898, Sirey, 1898, 2, 305 ; — Dans le même sens : Amiens, 4 décembre 1902, Dalloz, 1903, 2, 313 ; Montpellier, 9 janvier 1905 et Paris, 27 mars 1905, Dalloz, 1906, 2, 185.

Or, cette clause de cession par la victime à son assureur, de l'action qu'elle peut avoir contre l'auteur du dommage, se rencontre fréquemment dans les polices. L'effet de cette cession est de substituer l'assureur à la victime. La Compagnie peut exercer les droits de la victime dans la mesure où ils lui ont été transmis ; mise à la place de la victime, elle peut invoquer ou voir invoquer contre elle les exceptions que cette victime pourrait elle-même opposer ou se voir opposer. C'est seulement dans le cas où elle a ainsi cédé à son assureur ses droits éventuels que la victime du dommage ne pourra plus exercer d'action contre l'auteur responsable. La personne lésée ne pourra donc alors cumuler l'indemnité d'assurance avec l'indemnité de l'auteur du dommage. Mais ce dernier devra payer les dommages-intérêts entre les mains de l'assureur cessionnaire des droits de la victime ; ce sera toujours pour lui le même préjudice qui donnera lieu à l'application du contrat d'assurance de la faute.

En définitive, l'auteur du dommage sera toujours condamné à des dommages-intérêts qu'il devra payer soit à la victime elle-même, soit à l'assureur de celle-ci.

Il les paiera à la victime elle-même dans tous les cas où celle-ci n'aura pas cédé ses droits à son assureur ; la personne lésée cumulera légitimement l'indemnité d'assurance et l'indemnité de l'auteur responsable du dommage.

L'auteur du dommage versera les dommages-intérêts à l'assureur de la personne lésée dans le seul cas où cette

dernière aura, dans sa propre police, consenti cession de ses droits au premier.

Dans l'une et l'autre hypothèse, l'auteur du dommage éprouvant un préjudice par suite du paiement des dommages-intérêts, sera couvert par l'assurance de la faute.

CHAPITRE II

Conditions de validité de l'assurance de la faute.

L'assurance de la faute est soumise, d'abord, aux mêmes conditions de validité que tout contrat d'assurance en général. Il est inutile de le rappeler ici.

L'objet du présent chapitre est de rechercher s'il est permis de s'assurer contre toutes espèces de fautes, quelle que soit leur gravité.

Dans une *première section*, nous établirons le principe même de la validité de l'assurance de la faute.

Dans une *deuxième section*, nous marquerons les limites qu'il convient d'apporter à ce principe.

SECTION PREMIÈRE

Principe de la validité de l'assurance de la faute.

Le principe de la légitimité de l'assurance de la faute n'a jamais été contesté. La validité du contrat d'assurance est aujourd'hui et depuis longtemps reconnue par tout le monde, quels que soient les risques que ce contrat ait pour objet de couvrir.

Le risque d'une condamnation à des dommages-intérêts, par suite d'un dommage causé à autrui, peut être, en principe, assuré comme les autres. Nul motif d'aucun ordre ne s'y oppose.

On pourrait être tenté de justifier l'assurance de la faute à l'aide des considérations qui ont fait admettre, après certaines discussions, en doctrine et en jurisprudence, la validité des clauses de non-responsabilité. Il y a, dirait-on, identité de ces clauses et de l'assurance de la faute ; les deux conventions produisent le même résultat qui est de ne pas supporter les conséquences de sa faute et de les mettre à la charge d'autrui ; par conséquent, si l'on admet que les conventions de non responsabilité sont valables, il faut reconnaître que l'assurance dont nous nous occupons est également valable.

Une telle argumentation serait, à notre avis, complètement erronée. Car des différences essentielles séparent les deux sortes de conventions dont il s'agit.

Les stipulations de non-responsabilité se présentent surtout en matière de transports et elles ont fait l'objet d'une disposition spéciale du législateur commercial.

Aux termes de l'art. 103 du Code de commerce, le voiturier est garant de la perte des objets à transporter, hors le cas de force majeure. La loi du 17 mars 1905 a ajouté que toute clause contraire insérée dans toute lettre de voiture, tarif ou autre pièce quelconque, est nulle. Cette disposition contient interdiction des clauses d'irresponsabilité en matière de transport terrestre de marchandises. Etant

donné le caractère exceptionnel de ce texte, il paraît bien qu'il faille admettre la validité des clauses de non-responsabilité en matière de transport de voyageurs. Cependant, MM. Lyon-Caen et Renault, tout en reconnaissant que la loi vise le transport des marchandises estiment que, par identité de raison ou même *a fortiori*, la prohibition des clauses d'irresponsabilité doit être admise dans le transport des personnes (1).

Y aurait-il donc quelque raison particulière tirée de la nature spéciale du transport des voyageurs qui conduirait à prohiber les clauses en question, malgré la règle générale de leur validité ?

Tout ce qui touche à la personne, a-t-on dit, est en dehors de la liberté des conventions. « On ne peut s'exonérer même de ses simples fautes, dit M. Labbé (2), si le préjudice porte sur la vie ou l'intégrité de la personne. Il n'est point permis au voiturier et au voyageur de convenir que le voiturier ne sera pas tenu du mal fait aux voyageurs. » M. Sainctelette s'exprime aussi en ces termes : « Sous aucun prétexte, d'aucune façon, en aucune mesure, vous ne pouvez valablement consentir à ce que je vous empoisonne, je vous blesse et vous rende malade. Votre consentement le plus positif n'empêchera pas que, ce faisant, je commette un désordre, un attentat. Aucun pouvoir n'a le droit de m'y autoriser. Toute clause par laquelle on chercherait à se soustraire, si peu que ce soit, à l'obligation

(1) *Droit commercial*, t. III, n° 715.

(2) Labbé, note au Sirey, 1885, 1, 409.

d'éviter la moindre imprévoyance ou la plus légère imprudence, serait de nul effet (1).

Appliqué à la matière des clauses d'irresponsabilité, ce raisonnement ne nous paraît vrai que si l'on considère les fautes intentionnelles. Alors, sans doute, le consentement de la victime ne peut être une cause d'exonération de l'auteur des faits délictueux volontaires. Mais en quoi la stipulation d'irresponsabilité pour les fautes non intentionnelles, inhérentes à la faillibilité de la nature humaine, favoriserait-elle les mauvais instincts ou la mauvaise volonté du transporteur ? Du moment que celui-ci sera nécessairement responsable, nonobstant convention contraire, de sa faute volontaire, la clause de non-responsabilité de la faute involontaire ne diminuera pas sa vigilance. Aussi cette dernière clause n'est-elle pas plus menaçante pour l'ordre public ni moins morale qu'une stipulation de clause pénale.

Mais alors même que les stipulations d'irresponsabilité devraient être prohibées, notamment en matière de transports de personnes, cette prohibition n'aurait nullement pour conséquence l'illégitimité de l'assurance de la faute. Il faut bien remarquer, en effet, que l'assureur ne prend pas à sa charge les risques assurés ; il n'est qu'un intermédiaire qui répartit à l'aide de primes calculées d'après les lois de la statistique, entre tous les assurés, le risque qui menace individuellement chacun d'eux. L'assureur de la faute, en particulier, ne se charge pas de la faute de

(1) Saintelette, *Responsabilité et garantie*, p. 103.

l'assuré de telle sorte que la responsabilité se déplace et passe d'une tête sur une autre ; cet assureur ne fait que répartir, entre tous ceux qui se sont assurés contre les conséquences d'une certaine catégorie de fautes, le risque, c'est-à-dire l'obligation de payer des dommages-intérêts, qui menace individuellement chacun d'eux.

En d'autres termes, l'assuré ne déclare point, en contractant l'assurance, qu'il ne sera point tenu de réparer le dommage qu'il causera à autrui par sa faute ; il ne s'exonère pas de sa responsabilité comme lorsqu'il fait une convention de non-garantie, il demeure exposé à une action en dommages-intérêts en cas de préjudice, et, ces dommages-intérêts, il devra les payer à la victime. Seulement il a mis le risque en commun avec d'autres, qui y sont également exposés. C'est dans cette mise en commun du risque que consiste essentiellement l'assurance. Et ce caractère apparaît aussi bien lorsque l'assurance, qui est un organe de répartition des risques, est une Compagnie commerciale que lorsqu'il est une société mutuelle.

Sans doute, il existe entre la stipulation d'irresponsabilité et l'assurance de la faute, une analogie sensible en ce sens que l'auteur du dommage ne supporte pas, en définitive, les conséquences de sa faute. Mais cette ressemblance elle-même n'est pas absolue. En cas de convention d'irresponsabilité, l'auteur du préjudice n'a rien à payer à la victime ; il n'encourt pas de condamnation ; ce serait là, du moins, l'effet pour ainsi dire maximum de cette convention ; mais la jurisprudence, lorsque elle se trouve en

présence d'une stipulation d'irresponsabilité valable, décide que son seul effet est d'opérer un renversement de la preuve ; en cas de perte ou d'avarie, c'est donc au destinataire ou à l'expéditeur à prouver que ces faits sont imputables à une faute du transporteur (1). Mais, étant donné les difficultés de cette preuve, le système jurisprudentiel aboutit malgré tout, en pratique, à faire écarter la responsabilité du voiturier qui échappe à la condamnation. Or, l'assurance de la faute ne conduit pas à un semblable résultat. L'auteur du dommage, n'étant pas exonéré de sa responsabilité, sera condamné et devra payer les dommages-intérêts à la personne lésée ; puis il touchera l'indemnité d'assurance.

Peu importe, dira-t-on ; il n'en est pas moins vrai que l'auteur du dommage se décharge toujours sur autrui des conséquences de sa faute. En cas de convention d'irresponsabilité, il s'en décharge sur la victime elle-même, puisqu'il ne lui paie rien. En cas d'assurance de la faute, il s'en décharge sur l'assureur, puisque celui-ci lui rembourse ce qu'il a payé à la personne lésée en exécution de la condamnation. Cette assimilation serait complètement erronée et méconnaîtrait le mécanisme de l'assureur. Dans

(1) Ce système était adopté par la jurisprudence antérieure à la loi de 1905 (Cassation, 4 février 1874, Sirey, 1874, 1, 273). Il est également suivi par la jurisprudence postérieure à cette loi, dans les cas où celle-ci n'a pas prohibé les clauses d'irresponsabilité. Voir, notamment, en matière de transports maritimes : Cassation, 21 juillet 1885 et 1^{er} mars 1887, Sirey, 1887, 1, 121 ; Cassation, 29 octobre 1890, *Revue internationale de droit maritime*, 1890-1891, p. 241.

la réalité des faits, l'assureur ne se charge pas des conséquences pécuniaires de la faute de l'assuré, parce que le capital formé par les primes qui lui sont versées constitue la contre-partie de la somme qu'il débourse.

Rendons-nous bien compte, en effet, du jeu de l'assurance. S'il s'agit d'une société mutuelle, les assurés groupés sont leurs propres assureurs, ils ne paient de primes qu'en proportion des sinistres effectivement subis par l'un ou plusieurs d'entre eux. S'il s'agit d'une Compagnie à primes fixes, elle perçoit une cotisation annuelle qui représente, avec les intérêts, la somme nécessaire pour couvrir le risque couru, somme fixée par le calcul des probabilités et que l'on nomme *prime pure*, majorée d'une part destinée à former le fonds de garantie, à payer les frais de l'entreprise et à procurer à la Compagnie des bénéfices.

La Compagnie joue le rôle d'intermédiaire gérant une mutualité d'assurance, de répartiteur des dommages subis, entre tous les assurés exposés à un risque identique. Elle ne prend pas les risques à sa charge ; elle ne fait que les répartir entre les assurés, sous forme de primes touchées d'avance et calculées de telle sorte que leur ensemble constitue le capital sur lequel seraient payées les indemnités.

Lorsque l'assureur paie à l'assuré l'indemnité d'assurance, il a déjà été désintéressé par la réception des primes. Or, dans l'ensemble de ces primes, il faut considérer celles qui ont été versées par l'un des assurés. Quand celui-ci a commis une faute et causé un dommage à autrui, qu'il a dû, en exécution d'une condamnation, payer à sa victime des

dommages-intérêts, et qu'il réclame l'indemnité d'assurance, on ne peut pas dire qu'il se décharge entièrement sur l'assureur des conséquences pécuniaires de sa faute ; car il faut déduire de l'indemnité d'assurance qu'il reçoit les primes qu'il a versées ; il peut même arriver que le total des primes qu'il a versées depuis de nombreuses années égale ou dépasse le montant de la condamnation et l'indemnité d'assurance.

De tout ce qui précède, il résulte qu'il n'y a pas identité entre l'assurance de la faute et la clause de non-responsabilité ; que, par suite, la justification de la première est indépendante de la justification de la seconde. L'assurance de la faute est légitime pour les mêmes raisons que celles qui ont fait accepter l'institution de l'assurance dans tous les domaines. Il nous reste à indiquer les limites du principe de la validité de l'assurance de la faute en montrant qu'il y a certaines catégories de fautes contre les conséquences desquelles il n'est pas permis de s'assurer.

SECTION II

Limites au principe de la validité.

Il y a deux sortes de fautes contre lesquelles il n'est pas permis de s'assurer : ce sont la faute intentionnelle, c'est-à-dire le dol, et la faute lourde qui est considérée comme équivalente au dol.

Nous avons déjà critiqué une opinion suivant laquelle la distinction des actes illicites en délits et quasi-délits

serait pratiquement inutile. Nous avons dit que le point de savoir si une faute est intentionnelle ou non est capital en matière d'assurance ; cette question intéresse d'une manière directe l'assurance de la faute.

Il est universellement admis qu'on ne peut s'assurer contre les conséquences de son dol. Nous devons montrer les raisons de cette solution. En outre, on assimile généralement la faute lourde au dol. Est-ce à juste titre ? Il y a là un problème qui n'a guère, à notre connaissance, été éclairci jusqu'à présent et que nous nous efforcerons de résoudre.

LE DOL

C'est non seulement pour des raisons morales, mais aussi pour des motifs juridiques, que l'on ne peut s'assurer contre les conséquences de son dol.

La volonté des contractants ne peut jamais être une cause de réalisation du risque. Ce serait la négation même de l'assurance dont le caractère aléatoire serait supprimé pour être remplacé par une condition protestative, suffisante à elle seule à l'entacher de nullité (art. 1174 Code civil). Le contrat d'assurance perdrait sa raison d'être si la réalisation du risque était laissée à l'arbitraire et au pur caprice de l'assuré, comme s'il pouvait dépendre de la volonté de l'assureur de verser l'indemnité promise.

S'il suffisait à l'assuré, pour toucher l'indemnité, de provoquer volontairement le sinistre, l'assurance deviendrait immorale et contraire à l'ordre public, en offrant un

appât à la cupidité et au crime : « Il est évident, observait Pothier (1), que je ne puis valablement convenir avec quelqu'un qu'il se chargera de la faute que je commettrai, car ce serait alors une convention *ad delinquendum*. »

Or, les conventions de cette nature sont interdites. « Il serait intolérable, dit aussi Emerigon (2) que l'assuré s'indemnisât sur autrui d'une perte dont il serait l'auteur. » L'ordonnance sur la marine, de 1681 (art. 27), tranche la question dans le même sens).

Si l'on admettait l'assurance contre le dol, on aboutirait d'ailleurs à une confusion entre l'action en indemnité et l'action basée sur l'art. 1382, de l'assureur contre l'auteur du sinistre qui, dans l'espèce, se trouvant être l'assuré lui-même, serait à la fois débiteur et créancier.

La réalisation volontaire du risque constituerait enfin une véritable fraude de l'assuré à l'égard de l'assureur, et, de ce fait, entraînerait la déchéance, sans préjudice de poursuites et de réclamation de dommages-intérêts.

Il est certain que toutes les fois que l'assureur peut établir que le sinistre est dû à une faute intentionnelle de l'assuré, celui-ci doit être débouté de sa demande d'indemnité, et, le cas échéant, inculqué de tentative d'escroquerie.

Il y a lieu d'ajouter, par application même des idées qui viennent d'être développées, qu'il existe une hypothèse dans laquelle il est permis de s'assurer contre le dol. C'est

(1) Pothier, *Contrat d'assurance*, n° 65.

(2) Emerigon, *Traité des assurances*, chap. 12, section 2.

lorsqu'il ne s'agit pas d'un dol personnel de l'assuré, mais d'un dol de ses préposés. S'il est permis de se dégager par l'assurance des conséquences de ses fautes personnelles, il est, *a fortiori*, licite de se dégager par le même moyen des conséquences des fautes de ses préposés. Mais, en ce qui concerne ces dernières, il n'y a pas lieu d'admettre l'exception relative au dol. En effet, pourquoi une personne ne peut-elle s'assurer contre les suites de sa faute intentionnelle ? C'est qu'une telle assurance, outre son immoralité manifeste, contiendrait de la part de l'assuré une condition potestative, exclusive du consentement. Or, en s'assurant contre la faute intentionnelle de son préposé, le commettant n'oppose à son obligation aucune obligation potestative ; une semblable assurance ne serait nulle que si la faute intentionnelle du préposé était commise avec la complicité du commettant, auquel cas ce dernier serait lui-même coupable d'une faute intentionnelle.

LA FAUTE LOURDE

L'assimilation de la faute lourde au dol est constante en jurisprudence. Lorsque le dol n'est pas établi, celle-ci distingue suivant la gravité de la faute. Au-delà d'une certaine limite, qu'il appartient au juge de déterminer, la faute est dite lourde et assimilée à l'intention ; la responsabilité de l'assureur n'est alors pas engagée. Au-dessous de cette limite, au contraire, la faute de l'assuré rentre dans les prévisions des contractants, et, par suite, l'assu-

reur doit en supporter les conséquences, aussi peut-on stipuler que l'assureur en répondra (1).

Le juge est souverain dans l'appréciation du caractère de la faute. Il l'est sans contrôle possible de la Cour de cassation, car il s'agit là, non d'une question d'interprétation des textes de lois, mais d'une pure question de fait.

« Si l'assuré perd le bénéfice du contrat d'assurance pour dol ou faute lourde susceptible d'être assimilée au dol, dit un arrêt de la Cour suprême, la constatation de la gravité de cette faute appartient exclusivement aux juges du fond » (2).

Un arrêt de la Cour de cassation, du 5 avril 1909, rendu dans une espèce où il s'agissait de l'assurance contractée par un officier ministériel contre les conséquences de ses fautes professionnelles (3).

« Attendu que A..., notaire à L..., s'est assuré à la Mutuelle Générale Française contre la responsabilité qu'il pouvait encourir par suite des erreurs de fait ou de droit, des oublis, omissions ou inexactitudes qu'il commettrait involontairement dans l'exercice de ses fonctions ; que condamné par arrêt du 1^{er} mars 1904 à indemniser les héritiers Plicque de la perte éprouvée par eux à la suite d'un acte de prêt reçu par lui et lors de la signature duquel il avait laissé ignorer au prêteur le régime matrimonial

(1) Cassation, 15 mars 1876, Dalloz, 1876, 1, 449 ; — Cassation, 28 octobre 1903 ; — *Journal des assurances*, 1903, p. 158.

(2) Cassation, 12 juillet 1705 ; — *Recueil périodique Assurances*, 1905, p. 399.

(3) Dalloz, 1909, 1, 299.

des emprunteurs et l'état d'indivision des immeubles hypothéqués, il s'est retourné contre la Compagnie d'assurances et lui a demandé de la garantir jusqu'à concurrence des trois quarts, du montant de la somme qu'il était obligé de payer ; que, vainement, la Compagnie La Mutuelle a repoussé cette prétention en soutenant que la faute commise par le notaire avait été tellement grossière qu'elle devait être considérée comme volontaire, et exclue à ce titre, du bénéfice de l'assurance ; que, sous ce rapport, il est déclaré en fait par l'arrêt attaqué, que la faute reprochée à M^e A... n'a été commise ni volontairement, ni sciemment et qu'elle constituait l'une des erreurs de fait ou de droit et des omissions ou inexactitudes que la police avait pour but de couvrir ; que cette interprétation des faits et circonstances de la cause, basée sur l'interprétation du contrat, échappe à la censure de la Cour de cassation. Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Riom du 15 novembre 1907. »

Cet arrêt fait produire son effet à l'assurance de la faute parce que, dans l'espèce, il était constaté que le notaire n'avait pas commis de faute grossière. Mais il résulte clairement de l'arrêt que si une semblable faute avait été commise, elle aurait été assimilée au dol et n'aurait pu faire l'objet d'un contrat d'assurance valable.

L'équivalence de la faute lourde et du dol a été également enseignée par la doctrine. On a interprété certains textes romains dans le sens de cette assimilation (1), et

(1) Digeste, livre 2, titre 6, fr. 1, par. 1 ; Digeste, livre 44, titre 7, fr. 1, par. 5 ; Digeste, livre 16, titre 3, fr. 32.

nos anciens auteurs, reproduits par les auteurs modernes, ont répété la maxime : « *Lata culpa dolo œquiparatur* » (1).

Que vaut l'assimilation dont il s'agit ? Elle peut être appréciée au point de vue théorique et au point de vue pratique.

Sur le terrain rationnel, il semble assez difficile de la justifier. D'abord, on ne peut la baser sur aucun texte. Les art. 1150 et 1151 du Code civil différencient la faute et le dol sous le rapport de l'étendue des dommages-intérêts en cas d'inexécution de l'obligation. D'autre part, l'art. 804, qui règle la responsabilité de l'héritier bénéficiaire, décide que celui-ci n'est tenu que des fautes graves sous l'administration dont il est chargé ; mais il n'assimile aucunement cette faute grave au dol. Enfin, l'assimilation dont il s'agit n'a-t-elle pas quelque chose d'illogique ? La faute lourde est celle que ne commettrait pas un individu d'intelligence ordinaire. Or, le défaut d'intelligence ne peut être une cause d'aggravation de la responsabilité. « Le droit français, a dit à cet égard M. Sainctelette (2), n'a nulle part commis cette monstruosité d'assimiler, si gros qu'il soit, le manque d'exécution de bonne foi d'un contrat à un dol, à un fait dommageable posé intentionnellement et méchamment. »

Mais, si laissant de côté le pur raisonnement logique,

(1) Notamment Poullain du Parc, *Principe du droit français*, t. p. 107 ; — Labbé, note au Sirey, 1876, 1, 337, sous un arrêt de Cassation du 15 mars 1876 qui consacre l'assimilation.

(2) *Responsabilité et garantie*, p. 22 et 23. Dans le même sens, Fromageot, *La faute en droit privé*, p. 12.

on se demande ce que vaut pratiquement l'assimilation en question, la conclusion change. Si la faute lourde est celle que l'homme le moins soigneux et le moins diligent ne commet pas, il est bien difficile de la distinguer avec certitude de la faute intentionnelle. Car la faute lourde peut venir soit de ce que son auteur ne comprend pas ce que tout le monde comprend, soit de ce qu'il a une intention malveillante. C'est pourquoi la jurisprudence a pensé qu'il serait sage et prudent de distinguer suivant la gravité de la faute toutes les fois que le dol n'est pas établi. Au-delà d'une certaine limite, laissée d'ailleurs à l'appréciation des juges, la faute est dite lourde et assimilée, quant à ses effets, à l'intention.

Toute difficulté n'est cependant pas ainsi aplanie. Laissée à l'appréciation du juge, la définition de la faute lourde sera, de ce fait, très variable, tant en raison des circonstances dans lesquelles elle s'est produite, qu'en raison de la plus ou moins grande sévérité du juge lui-même. Rappelons pour mémoire l'antique division tripartite des fautes en « culpa lata, levis ou levissima. » Les rédacteurs du Code civil n'ont pas jugé utile de la conserver, parce qu'elle n'apportait aucune clarté lorsqu'il s'agissait de classer un fait dans l'une des trois catégories. Le Code admet simplement que la faute devra être appréciée plus ou moins sévèrement suivant les contrats auxquels elle constitue un manquement. Si elle ne trouve aucune base formelle dans le Code, l'assimilation de la faute lourde au dol se justifie du moins, nous l'avons dit, par des considérations pratiques.

CHAPITRE III

Effets de l'assurance de la faute.

Il y a lieu d'examiner, dans trois sections de ce chapitre :

- 1° Les rapports de l'assureur et de l'assuré ;
- 2° Les rapports de l'assureur et de la victime du dommage ;
- 3° Les rapports de l'assureur de la faute avec l'assureur de la victime.

SECTION PREMIÈRE

Rapports de l'assureur et de l'assuré.

L'assureur de la faute doit verser l'indemnité d'assurance quand le risque se réalise, c'est-à-dire lorsque l'assuré subit une condamnation à des dommages-intérêts.

La plupart des polices stipulent qu'il n'est point dû d'indemnité à raison des accidents provenant d'infractions aux lois et aux règlements de police. Par application de cette clause, il a été jugé que l'assuré ne pouvait se faire indemniser par la Compagnie d'assurances des condamnations encourues comme civilement responsable des

blessures reçues par un enfant dans un travail auquel, étant donné son âge, la loi interdisait de l'employer (1).

La solution serait la même si l'infraction aux lois ou règlements avait été commise par un préposé dont l'assuré est civilement responsable ; la Compagnie d'assurance serait également déchargée (2). Dans le même ordre d'idées, la Chambre civile de la Cour de cassation a décidé, le 12 février 1896, que la clause d'une police excluait de l'assurance les accidents survenus par suite d'infractions aux lois et règlements relatifs à la sécurité des personnes est valablement invoquée contre l'assuré qui a été condamné par le tribunal correctionnel, par application des art. 319 et 320 du Code pénal, pour avoir occasionné la mort ou des blessures par maladresse ou imprudence (3).

La clause qui exclut de l'assurance les accidents ayant pour cause une infraction aux lois et règlements de police se rencontre fréquemment dans les assurances contre les accidents de chevaux et de voitures. Cette clause fait obstacle à tout recours de l'assuré contre l'assureur lorsqu'il est constaté, en fait, que l'accident est survenu par suite de l'inobservation d'un règlement (4). Ladite clause n'est d'ailleurs applicable qu'autant que l'infraction aux lois ou règlements de police constitue une faute lourde de l'assuré. Le Tribunal de Marseille a, par exemple, refusé de

(1) Trib. civil Seine, 16 juillet 1879, Sirey, 1879, 2, 507.

(2) Trib. civ. Seine, 11 novembre 1890, *Gazette des tribunaux*, 29 novembre 1890.

(3) Cassation, 12 février 1896, Dalloz, 1896, 1, 399.

(4) Paris, 22 janvier 1887, Dalloz, 1888, 2, 100.

l'appliquer à un assuré auquel on ne pouvait reprocher que le fait de n'avoir pas tenu suffisamment sa droite, et à un autre assuré coupable seulement de n'avoir pas allumé sa lanterne au crépuscule (1). Le Tribunal a considéré ces infractions comme des fautes légères ne devant pas, d'après la stipulation de la police, avoir pour effet de décharger l'assureur de son obligation.

En l'absence d'une clause de la police réglant la question, l'assuré est-il privé de son recours contre l'assureur par cela seul qu'un accident a donné lieu contre lui à une condamnation pénale quelconque ? La Cour de Paris a, par plusieurs arrêts, répondu négativement (2). Elle a décidé que la Compagnie reste tenue de garantir l'assuré des condamnations prononcées contre lui si l'accident qui les a motivées est dû au délit de blessures involontaires prévu par l'art. 320 du Code pénal ; spécialement si, sans contrevenir à une loi ou à un règlement de police, un cocher a renversé et blessé un passant.

Cette solution est en conformité avec les principes que nous avons précédemment dégagés. Toute faute peut être assurée, sauf la faute intentionnelle et la faute lourde équivalente au dol. Un délit pénal peut ne pas présenter les caractères du dol ou de la faute lourde ; il ne s'oppose pas alors à ce que celui qui s'est assuré contre les conséquences de sa faute touche l'indemnité d'assurance.

(1) Jugement du 21 mai 1906 et du 20 novembre 1907, Dalloz, 1906, 5, 57, et 1907, 5, 17.

(2) Paris, 10 septembre 1893, Dalloz, 1894, 2, 521 et la note de M. Planiol ; — Paris, 2 mars 1893, Dalloz, 1893, 2, 263.

L'assureur doit verser à l'assuré une indemnité égale au montant des dommages-intérêts auxquels celui-ci a été condamné. Cependant cette règle a suscité des difficultés dans le cas où l'assuré est tombé en faillite et a obtenu un concordat contenant remise d'une portion de ses dettes. Voici l'hypothèse.

L'assuré commet une faute. Le tiers lésé par son fait obtient une condamnation. Mais l'assuré est en état de faillite ou de liquidation judiciaire, et il lui est accordé un concordat. Grâce aux remises concordataires, l'assuré ne paie à la personne lésée qu'un dividende sur le montant de la condamnation. Cet assuré va-t-il néanmoins pouvoir réclamer à l'assureur le montant intégral de la somme à laquelle se monte la condamnation ? N'a-t-il, au contraire, que le droit d'exiger une somme égale au dividende concordataire.

A première vue, il semble que l'assuré ne puisse réclamer à la Compagnie d'assurance que la somme réduite qu'il a dû effectivement payer à la victime. Cette solution paraît résulter du principe suivant, lequel l'assurance est un contrat d'indemnité.

En vertu de ce principe, l'assurance doit réparer le préjudice que l'assuré a éprouvé par suite de la réalisation du risque, mais elle ne doit pas placer l'assuré dans une situation meilleure que si le sinistre ne s'était pas produit. Or, si l'on admet que, malgré la remise concordataire, l'assuré peut toucher le montant intégral de la somme qui lui a été promise par l'assureur, on lui permet de bénéficier

de la différence ; après avoir désintéressé la personne lésée par sa faute, il conservera par devers lui une partie de la somme que lui aura versée la Compagnie d'assurance. Ne peut-on pas dire, dès lors, qu'il y aura enrichissement pour l'assuré ?

Cette considération n'a point paru déterminante en jurisprudence. Un arrêt de la Cour de Paris, du 19 juin 1888 (1), et, plus récemment, un arrêt de la Cour de Grenoble, du 19 novembre 1903 (2), se sont prononcés en faveur du droit pour l'assuré de réclamer la totalité de la somme promise par l'assureur. C'est dans le même sens qu'a statué la Chambre civile de la Cour de cassation, le 30 octobre 1906, dans les circonstances suivantes : La Compagnie des tramways de Grenoble à Chapareillan était assurée à la Compagnie générale d'assurance « Zurich » contre la responsabilité civile pouvant lui incomber vis-à-vis des tierces personnes. Un accident mortel étant arrivé au sieur Vizioz par la faute d'un agent de la Compagnie de tramways, celle-ci fut condamnée à payer des dommages-intérêts à la veuve Vizioz et à ses enfants. La Compagnie de tramways assigna la « Zurich » en paiement d'une somme de 10,000 francs, montant de l'assurance. Mais la « Zurich », se prévalant de ce que la Compagnie de transports, mise en liquidation judiciaire, ne devait, à raison du concordat qu'elle avait obtenu, payer aux con-

(1) Sirey, 1897, 2, 201 en note et la note de M. Appert.

(2) Rapporté sous l'arrêt de la Cour de cassation du 30 octobre 1906 qui a rejeté le pourvoi dirigé contre la décision de la Cour de Grenoble. Dalloz, 1908, 1, 271, et Sirey, 1907, 1, 5 avec la note de M. Lyon-Caen.

sorts Vizioz qu'un dividende, prétendit qu'elle ne saurait elle-même être tenue au-delà de ce dividende et être obligée de verser à l'assuré une somme plus forte que celle payée par ce dernier à la victime de l'accident.

La Cour de Grenoble, par arrêt du 19 novembre 1903, décida que la Compagnie d'assurance demeurait tenue de payer l'intégralité de l'indemnité. La Cour de cassation rejeta le pourvoi en ces termes : « Attendu, d'une part, que l'arrêt attaqué déclare que de l'ensemble des clauses de la police il résulte qu'en échange des primes calculées d'après l'importance de la somme garantie, la « Zurich » s'est engagée, sans exception ni restriction, à payer à la Compagnie assurée toutes les indemnités auxquelles celle-ci pourrait être condamnée à la suite d'accidents ; qu'il ajoute que la mise en liquidation de la Compagnie des tramways, événement postérieur à l'accident, en dehors des prévisions et de l'intention des parties, ne saurait ni diminuer les droits de l'assuré vis-à-vis de son assureur, ni modifier les obligations de celui-ci ; qu'il en conclut que la « Zurich », qui a régulièrement reçu le total des primes dues par l'assuré, est tenue d'acquitter intégralement le montant de l'indemnité stipulée sur la police. En décidant, dans ces circonstances, que, malgré le défaut de production et de vérification de la créance des consorts Vizioz, la « Zurich » resterait tenue de payer l'intégralité de l'indemnité d'assurance, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles de loi invoqués par le pourvoi ; par ces motifs, rejette » (1).

(1) Dalloz, 1908, 1, 271 et 272, et Sirey, 1907, 1, 5.

Nous croyons que cette solution est parfaitement exacte. Elle est justifiée à la fois par les principes qui gouvernent le concordat et par ceux qui régissent le contrat d'assurance. La Compagnie d'assurance a garanti l'assuré contre les condamnations qu'il pourrait encourir par suite du dommage causé à autrui par sa faute. Ce qui a été promis par le contrat, c'est une indemnité égale au montant total des condamnations éventuelles. L'assureur doit donc payer cette somme sans qu'il y ait lieu de s'occuper de l'exécution donnée aux condamnations et des faits qui peuvent empêcher qu'elles ne soient entièrement exécutées. Comme le dit M. Lyon-Caen (1), on modifie arbitrairement le contrat d'assurance en prétendant réduire la somme à payer par l'assureur à raison de ces faits. Supposons qu'après la condamnation prononcée au profit de la personne lésée, celle-ci ait accepté un arrangement avec l'assuré, auteur du dommage. Cet arrangement n'exerce aucune influence sur l'obligation de l'assureur. Quelle raison pourrait-il y avoir de traiter autrement le concordat ? Pourquoi viendrait-il diminuer l'obligation de la Compagnie d'assurance ?

Il existe d'ailleurs un texte qui conduit à affirmer en toute certitude que l'obligation de l'assureur ne saurait être restreinte aux seules sommes payées en vertu du concordat. C'est l'art. 516 du Code de commerce : « L'homologation du concordat le rendra obligatoire pour tous les créanciers, etc. » Il est indubitable que le concordat n'a

(1) Note au Sirey, 1907, 1, 5.

d'effet qu'à l'égard des créanciers du failli. Un débiteur du failli ne peut en profiter. Or, si l'on tenait compte des remises concordataires pour réduire le recours de l'assuré contre l'assureur aux sommes payées en vertu du concordat, on arriverait à ce résultat que le concordat profiterait à l'assureur qui est un débiteur du failli.

La solution que nous approuvons est-elle contraire au principe d'après lequel l'assurance est un contrat d'indemnité ? Il faut répondre négativement. D'abord, il convient d'observer que le concordat a des effets restreints en ce sens qu'on ne peut pas dire que les dettes du failli ou du liquidé sont éteintes dans la mesure des remises concordataires. Le failli demeure tenu d'une obligation naturelle pour les sommes dont il lui a été fait remise. Parfois même il s'engage à payer ces sommes en cas de retour à meilleure fortune.

Lorsque l'éventualité de la meilleure fortune vient à se réaliser, l'obligation naturelle dont il s'agit se transforme en une véritable obligation civile (1). Dans ces conditions, il n'est pas possible d'affirmer que le failli concordataire réalise un bénéfice égal à la différence entre la somme qu'il reçoit de l'assureur et celle qu'il paie à la personne lésée ; en effet, il peut se faire que, dans l'avenir, il paie la somme formant cette différence, soit en vertu d'une obligation naturelle, soit même en vertu d'une obligation civile.

Mais, objectera-t-on, n'y aura-t-il pas enrichissement

(1) Cassation, 4 juillet 1904, Sirey, 1905, 1, 37; — Nancy, 21 juin 1902, Sirey, 1903, 2, 34.

de l'assuré lorsqu'il ne paiera pas la différence en question ? Dans ce cas, ne verrons-nous pas une atteinte portée au principe suivant lequel l'assurance n'est qu'un contrat d'indemnité ? Nullement. Ce principe met bien obstacle à ce que, dans le contrat d'assurance, l'assureur s'oblige à payer à l'assuré une somme dépassant le préjudice qui sera réellement subi par suite de la réalisation du risque ; mais le principe ne va pas jusqu'à empêcher que l'assuré se trouve réaliser un certain profit par suite d'événements que les parties n'ont pu prévoir. « Il n'y a, dit M. Lyon-Caen (1), aucun inconvénient à ce que cela se produise. Car il ne peut résulter de là que l'assuré contribue à faire réaliser les risques dans le but d'obtenir le bénéfice sur lequel il compte. »

D'ailleurs, qu'on le remarque bien, l'assurance ne deviendra jamais pour l'assuré une occasion de gain, puisque le concordat ne le libère pas et laisse subsister à sa charge une obligation naturelle. Le concordataire ne pourra exiger sa réhabilitation qu'en payant la totalité de sa dette, y compris le montant de la remise qu'il avait obtenue. Par le fait de la responsabilité qui résulte du dommage causé par sa faute à autrui, l'assuré a vu naître un passif à sa charge. La dette naturelle qui survit à la remise concordataire constitue un passif. C'est pour se garantir de ce passif que l'assuré a contracté l'assurance de responsabilité. Il suffit que ce passif lui incombe pour qu'il ait le droit d'obtenir intégralement l'indemnité qu'il avait stipulée en

(1) Note précitée.

s'assurant. De cette indemnité l'assuré a du reste fourni la valeur en payant les primes. L'assuré, ayant versé la totalité des primes, l'assureur doit être corrélativement tenu de payer toute l'indemnité stipulée dans la police. La réduction de l'indemnité, telle qu'elle a été prévue dans la police, ne pourrait aller sans une réduction correspondante de la prime.

Le concordat est une circonstance indépendante du contrat, postérieure à l'exigibilité des sommes dues en vertu de ce contrat ; elle ne peut donc en modifier après coup les conséquences juridiques ; elle ne saurait en aucune façon restreindre l'obligation de l'assureur qui doit à l'assuré une indemnité en retour de laquelle il a touché la prime qui en formait la contre-partie. Ayant reçu, en primes, la totalité de ce qui lui était promis, la Compagnie d'assurance doit payer, en indemnité, la totalité de ce qu'elle avait elle-même promis. La Compagnie ne pourrait prétendre qu'elle paierait sans cause si l'assuré ne s'acquittait pas entièrement envers la victime. La cause juridique de l'obligation de l'assureur n'est pas la somme due par l'assuré à la personne lésée à titre de dommages-intérêts, mais bien les primes versées par l'assuré à l'assureur.

SECTION II

Rapports de l'assureur et de la victime du dommage.

La jurisprudence a, dans maints arrêts (1), décidé que l'assurance de la faute, étant contractée dans le seul intérêt de l'assuré, ne confère aucun droit direct à la personne lésée contre la Compagnie d'assurance. Elle fonde cette solution sur l'interprétation de la volonté des parties et sur la nature même du contrat d'assurance de responsabilité. Complètement étrangère à ce contrat, la victime du fait dommageable ne peut invoquer aucun droit personnel contre l'assureur.

La Chambre civile de la Cour de cassation a été appelée, en 1906, à statuer sur cette question qu'elle a résolue dans le même sens. Son arrêt du 30 octobre 1906 a été rendu dans l'espèce suivante : Par un jugement en date du 29 mars 1900, Girard et Chauvet avaient été condamnés à payer à Lithaud, leur ouvrier, une somme de 8,000 francs à titre de dommages-intérêts, comme responsables d'un accident survenu par leur faute avant l'entrée en vigueur de la loi du 9 avril 1898. Or, Girard et Chauvet, débiteurs de ces condamnations, avaient contracté, avec la Société

(1) Montpellier, 5 mai 1888, Dalloz, 1888, 2, 292 ; — Paris, 19 juin 1888 ; — *Annales de droit commercial*, 1888, 1, 229 ; — Paris, 25 mai 1895, Dalloz, 1896, 2, 251 ; — Cassation, chambre civile, 30 octobre 1906, Dalloz, 1908, 1, 269.

Générale des assurances agricoles et industrielles, une assurance les garantissant, à concurrence de 7,000 francs, des conséquences de leur responsabilité civile à raison des accidents pouvant atteindre leurs ouvriers. Girard et Chauvet furent mis en état de liquidation judiciaire, puis déclarés en faillite. Lithaud, l'ouvrier victime de l'accident, pratiqua entre les mains de la Compagnie d'assurances une saisie-arrêt sur la somme due par celle-ci à Girard et Chauvet, et prétendit se faire attribuer, par préférence à la masse, le montant intégral de l'indemnité.

Cette demande fut repoussée par le tribunal civil et par la Cour d'appel de Lyon (1). Ces décisions considérèrent que Girard et Chauvet, en contractant avec la Compagnie d'assurances, n'ont pas agi comme mandataires de leurs ouvriers ; qu'ils ont stipulé non pour ceux-ci, mais uniquement en leur nom et dans leur intérêt personnel. « Attendu, dit la Cour de Lyon, adoptant les motifs des premiers juges, qu'on ne saurait prétendre que l'assurance, faite par les parties pour leur propre intérêt, donnerait naissance à une action directe de la victime de l'accident comme contenant une stipulation pour autrui, alors que le tiers, auquel elle profiterait, n'a pas été et n'a pas pu être connu et désigné ; qu'on ne serait pas davantage fondé à considérer que le patron, en s'assurant, n'aurait été que le mandataire de ses ouvriers, car il n'y a pas de mandat

(1) Jugement du Tribunal civil du 12 janvier 1900 ; — Arrêt de la Cour de Lyon du 3 janvier 1902, Dalloz, 1908, 1, 268 et 269.

sans un mandat dénommé donnant à une autre personne le pouvoir de faire quelque chose pour lui et en son nom ; qu'en cette matière, la Compagnie d'assurances, par qui l'engagement a été pris, n'a pas consenti à avoir pour créancier le tiers auquel profitera l'indemnité ; qu'elle n'a donc aucun lien de droit avec lui ; qu'au contraire, la convention n'a eu d'autre objet que de garantir l'assuré contre l'action qu'un tiers pourrait lui intenter à raison d'un événement ultérieur ; que l'intention qui a présidé à la formation du contrat est que ses effets en soient strictement limités aux parties elles-mêmes, et qu'en accordant une action directe aux ouvriers, on arriverait à méconnaître la volonté des contractants et à détruire l'économie du contrat. » D'autre part, l'arrêt de la Cour de Lyon constatait que Girard et Chauvet avaient été mis en état de liquidation judiciaire ; cette situation avait pour résultat de suspendre le droit de poursuite individuelle de chaque créancier et le droit d'exercer des actes d'exécution sur les biens du débiteur. La saisie-arrêt en question tombait donc de plein droit et ne pouvait, à défaut d'un privilège ou de toute autre cause de préférence, produire aucun effet au profit exclusif du saisissant.

C'est pour ces mêmes motifs que le pourvoi dirigé contre l'arrêt de la Cour de Lyon fut rejeté par la Chambre civile de la Cour de cassation, le 30 octobre 1906 (1).

(1) Dalloz, 1908, 1, 269.

La solution de la jurisprudence doit être pleinement approuvée. La personne lésée ne peut pas exercer d'action directe contre l'assureur de la faute.

La victime du dommage ne pourrait être admise à agir directement contre l'assureur que si le contrat d'assurance avait été passé dans son intérêt et à son profit. Or, un contrat peut être passé au profit d'un tiers sous deux formes juridiques distinctes : d'une part, la stipulation pour autrui ; d'autre part, le contrat par mandataire ou gérant d'affaires.

L'idée de la stipulation pour autrui a été appliquée par la jurisprudence à l'assurance sur la vie contractée au profit d'un tiers bénéficiaire. Depuis les arrêts de la Chambre civile de la Cour de cassation, des 8 février 1888 et 27 mars 1888 (Dalloz, 1888, 1, 193), les tribunaux reconnaissent que le contrat d'assurance sur la vie engendre, au profit du tiers bénéficiaire, un droit qui naît le jour même du contrat qui appartient en propre au tiers et n'a jamais dépendu du patrimoine du stipulant. La théorie de la stipulation pour autrui a également été appliquée en matière d'assurance collective contre les accidents, contractée par un patron au profit de ses ouvriers. Mais la jurisprudence a surtout fait usage, en cette dernière matière, de l'idée de mandat et de gestion d'affaires. Il est bon d'insister quelque peu sur cette hypothèse de l'assurance collective, afin de montrer qu'elle ne présente aucune analogie avec celle de l'assurance de responsabilité.

Lorsqu'il s'agit d'assurance collective contre les acci-

dents, la jurisprudence, pour trancher la question de savoir si les ouvriers ont une action directe contre l'assureur, a posé une distinction fondamentale. Toute action de l'ouvrier est irrecevable quand il est demeuré étranger au contrat d'assurance, soit qu'il n'ait pas subi de retenues sur son salaire et concouru ainsi au paiement des primes, soit, d'une manière plus générale, que le contrat de louage de services n'ait pas prévu formellement ou implicitement l'assurance. Aucun lien de droit ne s'est alors formé entre l'ouvrier et la Compagnie d'assurance (1). Si au contraire, l'ouvrier a participé au paiement des primes, si le bénéfice de l'assurance a du moins été compris implicitement dans le contrat de louage de services, l'ouvrier peut en principe se prévaloir du contrat d'assurance.

La jurisprudence (2) a considéré que le patron, par la souscription d'une assurance collective garantissant les ouvriers contre les accidents, a géré l'affaire de ces derniers. Mais, comme la gestion d'affaires ne donne pas en principe action au géré contre le tiers avec lequel le gérant a contracté, il faut que la gestion d'affaires ait été acceptée par l'ouvrier et par la Compagnie d'assurance. La participation au paiement des primes constitue la ratification de

(1) Cass. req., 9 janvier 1899 et Cass. civ., 15 mai 1899, Dalloz, 1900, 1, 169.

(2) Cassation, 2 juin 1886, Dalloz, 1887, 1, 30; — Rouen, 25 janvier 1892, Dalloz, 1893, 2, 121 et la note de M. Planiol; — Tribunal de Grenoble, 7 avril 1892, Dalloz, 1893, 2, 265 et la note de M. Poncet; — Cassation, 19 décembre 1900, Dalloz, 1901, 1, 353 et la note de M. Sarrut.

la gestion d'affaires par l'ouvrier. De son côté, la Compagnie d'assurances a connu et accepté la gestion d'affaires par cela même que le patron a agi au nom de ses ouvriers, à leur profit et qu'il les a révélés collectivement. Le lien de droit entre la Compagnie et l'ouvrier découle d'un accord tacite, l'un et l'autre ayant accepté la gestion entreprise par le patron. L'ouvrier a donc une action directe pour obtenir le bénéfice de l'assurance.

Toute différente est l'hypothèse de l'assurance responsabilité. En contractant une assurance pour couvrir sa responsabilité éventuelle, l'auteur de l'accident ou du dommage quelconque n'a songé qu'à lui-même ; il n'a cherché qu'à se protéger contre les suites de ses fautes ou de ses négligences ; il n'a ni stipulé pour autrui, ni géré l'affaire d'autrui. D'autre part, l'assureur a consenti à avoir l'assuré, auteur éventuel d'un dommage, comme créancier, mais il n'a nullement consenti à avoir pour créancier le tiers qui pourrait se trouver éventuellement victime d'un dommage. Il n'y a donc point, en matière d'assurance de la faute, et accord tacite, entre la victime et l'assureur, que nous avons noté pour l'assurance collective. Les parties n'ont point entendu faire une stipulation pour autrui ou un contrat par mandataire ou gérant d'affaires. Elles ont, l'une et l'autre, contracté pour elles-mêmes. Il importe peu que l'assurance de la faute puisse, théoriquement, prendre le caractère d'une stipulation pour autrui, d'un mandat ou d'une gestion d'affaires. La seule question est de savoir si l'assuré, auteur éventuel de la faute, a eu

l'intention de se constituer stipulant pour sa victime éventuelle, mandataire ou gérant d'affaires de celle-ci ; et si l'assureur, de son côté, a voulu se reconnaître débiteur vi-à-vis de la victime éventuelle. Or, cette question appelle une réponse certainement négative.

« Par définition, dit M. Dupuich (1), celui qui s'assure contre sa propre responsabilité, s'assure lui-même. Son but n'est aucunement de procurer une indemnité à la personne lésée, à la victime du dommage ; ce qu'il cherche, c'est de se rendre lui-même indemne des dommages-intérêts que le fait dommageable aura pu entraîner à sa charge personnelle au profit de cette victime. Il ne songe nullement à faire en quelque sorte que celle-ci obtienne réparation du dommage qu'elle pourra souffrir ; ce qu'il veut, c'est que, s'il se trouve obligé à réparer ce dommage, il obtienne de l'assureur une compensation de la dépense qui va lui incomber ainsi. Sa préoccupation lui est essentiellement personnelle. Et cela n'a rien que de très légitime. Quand, de son plein gré, sans y être contraint ni provoqué par personne, il contracte une assurance et qu'il en paye les primes, il a bien le droit de déterminer le risque contre lequel il entend se couvrir. Comment les tiers lésés pourraient-ils se plaindre ? A quel titre pourraient-ils revendiquer un droit direct sur l'assurance de responsabilité passée par le contractant ? Ils n'ont rien fait, ni rien payé pour en profiter. Que ne sont-ils assurés eux-

(1) Note au Dalloz, 1908, 1, 266.

mêmes contre les risques, accidents ou autres, auxquels, comme tous les hommes, ils sont exposés ? Certes, il leur serait commode, si l'un de ces dommages vient à fondre sur eux, de trouver, pour les indemniser, une assurance contractée par un tiers et qui ne leur coûterait rien ; mais peuvent-ils, en toute justice, exiger que ce tiers la contracte ? ou, s'il l'a contractée lui-même à son profit, sans stipuler que le bénéfice en sera pour ses victimes, celles-ci peuvent-elles, en toute justice, en détourner l'effet à leur avantage ? « *Jura vigilantibus succurunt* », dit le vieil adage ; cela est encore plus vrai de l'assurance, contrat librement stipulé par un individu dans son intérêt personnel, que des droits établis impérativement par la loi dans l'intérêt de tous. »

L'assurance de la faute, étant contractée au seul profit de l'assuré, ne confère qu'à lui l'action contre l'assureur. La victime du dommage ne saurait invoquer contre cet assureur un droit personnel et direct au bénéfice de l'assurance qui n'a été contractée ni par elle, ni pour elle. Ce serait méconnaître la volonté des parties et dénaturer l'économie du contrat d'assurance de la faute que d'accorder une action directe à la victime du fait dommageable.

Privée d'action directe contre l'assureur, la personne lésée peut du moins réclamer l'indemnité d'assurance en exerçant, en vertu de l'art. 1166, l'action que l'assuré tient de la police. Mais il importe d'observer que cette action oblique ne peut être exercée que si les créanciers de l'assuré, parmi lesquels se trouve la personne lésée, ait con-

servé contre lui l'exercice de leurs actions individuelles. Il en résulte que, lorsque l'assuré est en faillite ou en liquidation judiciaire, ses créanciers ne peuvent être admis à pratiquer une saisie-arrêt sur les sommes qui peuvent lui être dues par l'un de ses débiteurs et particulièrement par son assureur ; car seul le syndic de la faillite ou le liquidateur judiciaire a mandat d'opérer les recouvrements qui comptent au failli ou au liquidé. La Cour de Lyon, dans l'espèce précédemment rapportée, et l'arrêt de la Cour de cassation, du 30 octobre 1906, rejetant le pourvoi formé contre cette décision, ont fait une juste application de ce principe : « Attendu, dit la Cour suprême, que le jugement de liquidation judiciaire avait pour résultat de suspendre le droit qui appartient à chaque créancier de poursuivre son débiteur et d'exercer des actes d'exécution sur les biens de celui-ci ; que, par suite, la saisie-arrêt formée au préjudice du liquidé ne peuvent produire aucun effet au profit exclusif du saisissant. »

A défaut d'une action directe contre l'assureur de la faute, la victime du dommage n'a-t-elle pas, du moins, un privilège ou quelque autre cause de préférence sur la somme promise à l'assuré ?

Le problème n'a reçu de solution législative que pour les assurances de responsabilité ayant trait à l'incendie, l'assurance du risque locatif et l'assurance du recours de voisinage.

Antérieurement à 1889, la jurisprudence refusait au propriétaire toute action directe contre l'assureur et tout

droit de préférence sur le montant de l'assurance (1). Cette situation a été changée par la loi du 19 février 1889. L'art. 3, alinéa 2 de cette loi dispose ce qui suit : « En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants-droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits aient été désintéressés des conséquences du sinistre. »

On a discuté sur la portée juridique de cet article et l'on s'est demandé quel est, au juste, le droit conféré par la loi nouvelle au propriétaire, au voisin ou au tiers subrogé ? La théorie a subi sur ce point une remarquable évolution qu'il n'est pas sans intérêt de rappeler. On a d'abord prétendu (2) que, si le législateur a certainement voulu que l'indemnité profitât exclusivement au propriétaire ou au voisin, il n'a cependant pas été jusqu'à admettre au profit de ces derniers un privilège spécial. En effet, disait-on, aucun privilège ne peut exister sans un texte qui le consacre expressément ; or, la loi de 1889 n'a point formellement consacré un tel privilège. On croyait en outre trouver dans les travaux préparatoires un argument en faveur de cette solution, et l'on faisait état en ce sens de certaines déclarations qui s'étaient produites au Sénat lors de la dis-

(1) Cassation, 20 décembre 1859, Dalloz, 1860, 1, 58 ; — Lyon, 27 décembre 1861, Dalloz, 1862, 2, 114 ; — Cassation, 31 décembre 1862, Dalloz, 1863, 1, 423 ; — Paris, 21 août 1868, Dalloz, 1868, 2, 236 ; — Douai, 2 décembre 1869, Dalloz, 1870, 2, 145.

(2) Escorbiac, *Commentaire sur la loi de 1889*, p. 416 ; — Pannier, *Attribution des indemnités d'assurances*, p. 50.

cussion (1). En somme, cette opinion regardait l'indemnité due par l'assureur comme simplement indisponible. Le propriétaire et le voisin n'auraient eu sur elle qu'un droit de rétention, l'assuré ne pouvant la toucher avant qu'ils soient eux-mêmes complètement désintéressés.

Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que ce système présentait de graves inconvénients et qu'il n'améliorait pas, dans la plupart des cas, la situation du propriétaire ou du voisin. En effet, le propriétaire de la maison incendiée n'aurait qu'un droit : empêcher l'assureur de payer entre les mains du responsable. Mais s'il intente lui-même son action personnelle, dérivant soit de l'art. 1733, soit de l'art. 1382, il renonce par là même à son droit de rétention et il n'a, sur l'indemnité qui lui est allouée par la justice, aucun droit de préférence, aucun privilège. L'indemnité vient donc grossir le patrimoine du responsable et l'on retombe dans les mêmes inconvénients qu'avant 1889. Si l'on admettait cette théorie du droit de rétention, jamais le locataire ne rembourserait son propriétaire, car il n'y aurait pas intérêt. Et le propriétaire, qui ne serait jamais désintéressé amiablement, serait forcé, pour pouvoir au moins toucher quelque chose, d'intenter son action personnelle, et, par conséquent, de subir le concours des autres créanciers du locataire. Inacceptable au point de vue pratique, le système du droit de rétention ne pouvait pas davantage se soutenir théoriquement. Il est faux de

(1) Séances des 2 et 10 février 1889, f. Escorbiac, *loc. cit.*

qualifier de droit de rétention le droit du propriétaire ou du voisin, par cette considération qu'ils peuvent empêcher l'assureur de payer entre les mains de l'assuré responsable. En réalité, c'est l'assureur qui détient l'indemnité ; le droit de rétention ne pourrait donc être exercé que par lui-même, refusant de verser l'argent promis tant que la victime n'a pas été indemnisée. Or, le droit de rétention étant une garantie attachée à une créance, ne peut appartenir qu'à un créancier, il ne saurait donc être accordé à la Compagnie d'assurances, refusant de payer la somme qu'on lui demande, parce que celle-ci n'est pas créancière, mais débitrice. La qualification que nous critiquons, soit que l'on l'adopte d'une manière absolue avec certains auteurs (1), soit qu'on ne l'accepte pour ainsi dire qu'à titre d'analogie et qu'on voit avec M. de Loynes dans le droit en question, simplement « une sorte de rétention (2), apparaît en somme comme aussi peu admissible en principe qu'en pratique.

La théorie du droit de rétention ne pouvait donc subsister. Aussi, de très bonne heure, la jurisprudence donnait-elle une extension plus grande au texte dont il s'agit. On admet aujourd'hui d'une manière générale que cette disposition accorde au propriétaire, au voisin ou au tiers subrogé un véritable privilège qui lui permet de se faire payer sur l'indemnité par préférence à tous autres créan-

(1) Escorbiat, *loc. cit.*; — Pannier, *loc. cit.*

(2) De Loynes, *Traité du nantissement des privilèges et des hypothèques*, t. 1, p. 246.

ciers du locataire ou du voisin responsable (1). Sans doute, le mot privilège n'est pas expressément employé par la loi. Mais lorsque l'alinéa 2 de l'art. 3 déclare que le locataire ou ses créanciers ne peuvent toucher tout ou partie de l'indemnité, tant que certain créancier n'aura pas été désintéressé, ne dit-il pas implicitement que le créancier pourra se faire payer par préférence aux autres créanciers ? Si l'on objecte que cette interprétation est trop extensive parce que le mot privilège n'est pas mentionné et qu'il n'y a pas de privilège sans texte, il faut répondre que le privilège se trouve déjà établi par l'alinéa 1^{er} du même art. 3 dont il est question. Cet alinéa 1^{er} dispose, en effet, que l'indemnité due par le locataire ou le voisin est attribuée de plein droit aux créanciers privilégiés ou hypothécaires du propriétaire sinistré. Il reconnaît donc un privilège au profit de ces créanciers, car, sans la loi de 1889, ceux-ci n'auraient pas pu se faire payer par préférence aux autres. La conséquence est que le même privilège, la même attribution doit être également reconnue au profit du propriétaire sinistré, si celui-ci n'a pas de créanciers privilégiés ou hypothécaires. Concevrait-on que ceux-ci eussent plus de droits que celui-là, qu'une indemnité fut accordée aux créanciers du créancier, sans l'être en même temps au créancier lui-même ? C'est un principe

(1) Notamment : Lyon, 25 février 1892 ; — *Recueil périodique des assurances*, 1892, p. 301 ; — Bordeaux, 24 décembre 1895 ; — même Recueil, 1896, p. 179 ; — Cassation, 27 janvier 1897 ; — même Recueil, 1897, p. 109.

certain que l'on ne peut avoir plus de droits que celui de qui on les tient.

L'attribution ne peut donc avoir lieu au profit des créanciers, si elle n'a pas lieu aussi au profit de la victime du sinistre ; autrement, ces créanciers auraient plus de droits que leurs ayants-cause. Cette conséquence est rationnelle et juridique. Le seul alinéa 1^{er} de l'art. 3 conduit à décider que, à défaut de créanciers privilégiés ou hypothécaires, l'indemnité est attribuée de plein droit au propriétaire ou au voisin et que ces derniers ont sur cette indemnité un privilège leur permettant de se faire payer par préférence au tiers responsable ou à ses créanciers. D'un autre côté, l'art. 2 de la loi de 1889 décide que les indemnités qui peuvent être dues par suite d'assurances, sont attribuées aux créanciers privilégiés ou hypothécaires ; il pose ainsi un principe général. Supposons un locataire qui a assuré ses risques locatifs et qui est déclaré responsable d'un incendie. En combinant cet art. 2 avec l'alinéa 1^{er} de l'art. 3, nous sommes amenés à décider que le propriétaire sinistré a un privilège sur l'indemnité due par l'assureur des risques locatifs. En effet, la loi dit que l'indemnité d'assurance est attribuée aux créanciers privilégiés ou hypothécaires. Or, ici, le propriétaire est un créancier privilégié, puisque l'alinéa 1^{er} de l'art. 3 vient lui attribuer l'indemnité due par le locataire ou le voisin. On peut donc conclure que, en vertu de l'art. 2, l'indemnité due par l'assureur du responsable lui est aussi attribuée de plein droit. De telle sorte que l'alinéa 2 de l'art. 3, que nous avons en

vue, serait pour ainsi dire inutile, puisqu'il ne fait que consacrer des principes déjà implicitement contenus dans les autres articles de la loi.

Néanmoins, c'est avec beaucoup de raison qu'il a été établi dans notre législation, car, en son absence, de graves difficultés auraient pu surgir, et l'intention du législateur n'aurait pas été établie d'une façon aussi évidente. Mais il ne faut pas non plus restreindre la portée de cette disposition et nous croyons avoir montré que le véritable sens de l'alinéa 2 de l'art. 3 est de faire une application, au cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, de principes déjà consacrés.

A vrai dire, notre argumentation se heurte toujours à cette objection que la loi de 1889 n'a pas employé le mot de privilège. Mais ce n'est pas la première fois qu'on admet l'existence d'un privilège sans que la loi ait prononcé cette expression. Ainsi le décret du 26 pluviôse an II, a créé un droit de préférence en permettant à certains créanciers de faire une saisie-arrêt quand elle l'interdit aux autres ; bien que le mot n'y soit pas, tout le monde accepte dans cette hypothèse l'existence d'un privilège. On peut faire bon marché d'un mot, si l'on obtient cet effet (1).

La disposition de la loi de 1889, que nous avons indiquée et commentée, est certainement limitative. Loin de viser toutes les assurances de responsabilité, elle n'a prévu qu'un seul genre de sinistre : la destruction d'un bâtiment par incendie ; et, de plus, elle n'a statué que sur la respon-

(1) Planiol, note au Dalloz, 1896, 2, 242, et note au Dalloz, 1893, 2, 933.

sabilité de deux catégories de personnes : les locataires de l'immeuble incendié et les propriétaires des immeubles voisins ; elle a aussi laissé en dehors de ses prévisions toute autre personne responsable de l'incendie, et, d'autre part, tous les autres genres de sinistres ou d'accidents causés soit aux propriétés, soit aux personnes.

Le caractère essentiellement limitatif du texte de la loi de 1889 résulte des principes mêmes qui gouvernent l'interprétation. La loi dit : en cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin ; elle précise des hypothèses et ne les complète même pas par une expression permettant de les généraliser ; elle ne s'applique donc qu'au locataire et au voisin.

Par conséquent, la loi de 1889 demeure sans application aux indemnités autres que celles dues par suite d'assurances ; et, en outre, quand il s'agit d'indemnités d'assurances, elle exclut les indemnités se rapportant à d'autres assurances que celles du risque locatif et du recours du voisin. On ne doit comprendre par exemple, dans le texte dont nous nous occupons, ni l'assurance du propriétaire vis-à-vis de ses locataires, ni l'assurance de responsabilité du patron envers ses ouvriers en cas d'accident, ni aucune autre assurance de responsabilité, à l'exception des deux catégories précitées. D'autre part, on ne doit pas étendre le texte à l'indemnité due par tout détenteur d'une chose, par un auteur responsable de sa destruction, que sa responsabilité soit fondée sur un contrat ou qu'elle ait sa source dans un délit ou dans un quasi-délit. Ainsi, l'indemnité

due par un dépositaire responsable de la perte de la chose déposée n'est pas attribuée aux créanciers privilégiés ou hypothécaires du déposant ; ce dernier n'a pas non plus de privilège sur l'indemnité.

Certaines lois étrangères ont généralisé, dans une certaine mesure, la solution édictée chez nous par la loi de 1889 en vue d'hypothèses spéciales. C'est ainsi, par exemple, que la loi belge du 16 septembre 1851, dans son art. 10, dispose ainsi qu'il suit : « Lorsqu'un immeuble, les récoltes ou des effets mobiliers auront été assurés soit contre l'incendie, soit contre tout autre fléau, la somme qui, en cas de sinistre, se trouvera due par l'assureur, devra si elle n'est pas appliquée par lui à la réparation de l'objet assuré, être affectée au paiement des créances privilégiées ou hypothécaires selon le rang de chacune d'elles. Il en sera de même de toute indemnité qui serait due par des tiers à raison de la perte ou de la détérioration de l'objet grevé de privilèges ou d'hypothèque. »

Aucune généralisation de ce genre ne peut être faite chez vous en présence du texte essentiellement limitatif de la loi de 1889.

Cependant diverses tentatives doctrinales ont été faites en vue d'attribuer à la victime du dommage, en dehors des cas prévus par la loi de 1889, un droit de préférence sur l'indemnité due par l'assureur de la faute. Nous allons voir qu'aucune de ces tentatives, quelque habiles qu'elles soient et bien qu'elles se présentent comme fondées sur les principes généraux, n'a en réalité abouti.

Un premier système a été soutenu par M. Labbé. L'éminent jurisconsulte rappelait d'abord que les créances ne répugnent nullement, par leur nature, à l'établissement d'un droit de préférence portant sur leur valeur. En effet, les créances peuvent être données en nantissement, et les privilèges généraux portent sur elles comme sur les autres éléments d'actif. Partant de cette idée, M. Labbé proposait d'admettre des privilèges spéciaux sur les créances : 1° au profit de celui qui a lui-même et volontairement fourni à ses dépens les éléments du contrat d'où est sortie la créance ; 2° au profit de celui qui fait naître une action en recours contre un tiers en exerçant contre le débiteur sa propre action. Dans cette dernière catégorie, rentre la victime d'un sinistre qui exerce son action en indemnité contre l'auteur de l'accident. M. Labbé n'appliquait sa solution qu'au propriétaire agissant contre les locataires ou contre les voisins, parce que ces deux cas particuliers s'étaient seuls présentés en jurisprudence au moment où il écrivait. Mais cette solution pourrait être généralisée et étendue à tous les recours possibles, quelle que soit la nature du sinistre ou de sa cause. Dans toute assurance de responsabilité, la victime du dommage causé par l'assuré, en exerçant contre celui-ci son action en réparation, fait naître l'action de l'assuré contre l'assureur. Toute victime devrait donc avoir un droit de préférence sur la somme que touche l'assuré en exécution du contrat d'assurance.

Quelque logique et séduisante que soit cette théorie, elle n'a pas été et ne pouvait pas être admise. Elle se pré-

sente, en effet, comme la création de privilèges sur les créances en dehors des textes. Comme l'a dit M. Planiol (1), elle donnerait une base solide à une réforme législative, mais elle ne peut servir, en l'état actuel de la loi, à fonder une jurisprudence.

Un second système tendant à l'attribution d'un droit de préférence à la victime a été soutenu, plus récemment, par MM. Darras et Tarbouriech (2). Suivant ces auteurs, l'obligation de l'assureur serait une obligation de faire. La Compagnie d'assurance, non pas précisément à payer, mais plutôt à garantir l'assuré contre les conséquences de sa faute, c'est-à-dire contre l'action en responsabilité dirigée contre lui. Or, le moyen de remplir cette obligation de faire, serait de payer directement entre les mains de la victime. L'assureur ne devrait même payer qu'à cette dernière. Ainsi, la créance appartenant à l'assuré contre la Compagnie, ne serait pas une créance de somme d'argent figurant dans son patrimoine, venant grossir le gage de ses créanciers et sur laquelle on puisse ouvrir une contribution. La somme destinée à assurer la libération de l'assuré est le mode d'exécution de l'obligation de faire, et elle parvient à la victime sans avoir jamais fait partie de l'actif de l'assuré. De la sorte, il n'est pas nécessaire de recon-

(1) Note précitée.

(2) Darras et Tarbouriech, De l'attribution, en cas de sinistre, des indemnités d'assurances et des autres indemnités dues à l'occasion de la perte d'une chose, dans les *Annales du droit commercial*, 1889-1890.

naître formellement un privilège à la victime, mais les choses se passent comme si elle jouissait de ce privilège.

Ce système ne saurait être accepté. L'assureur a sans doute le droit de contracter certaines obligations de faire ; par exemple, il peut s'engager à plaider aux lieu et place de l'assuré dans le procès que les tiers pourront lui intenter . Mais l'obligation d'indemniser l'auteur d'un dommage des conséquences pécuniaires qui en résulteraient pour lui ne peut être considérée autrement que comme une obligation de somme d'argent. Par suite, cette somme, lorsqu'elle est versée par l'assureur, tombe dans le patrimoine de l'assuré et vient former le gage de ses créanciers (1).

En vue de permettre à la victime des dommages d'exercer un droit de préférence sur l'indemnité d'assurance, on pourrait imaginer un troisième système puisé dans l'esprit de la loi de 1889. Il consisterait à considérer l'obligation de l'assureur comme étant conditionnelle. La Compagnie d'assurance ne doit rien tant que l'assuré n'a pas indemnisé la victime ; son obligation de payer est soumise à cette condition suspensive que l'assuré ait déjà effectué un déboursement. Le recours de l'assuré contre la Compagnie ne naît ni du dommage qu'il a causé à autrui, ni de l'action exercée contre lui, ni même du jugement qui le condamne à des dommages-intérêts. Aussi longtemps que la somme n'a pas été effectivement versée par lui, il peut

(1) En ce sens : De Loynes, *Traité du nantissement, des privilèges et hypothèques* ; — Planiol, note précitée.

être dispensé de payer par une transaction intervenue entre lui et la victime ou par une renonciation de celle-ci. S'il veut obtenir quelque chose de la Compagnie, l'assuré doit, par suite, justifier d'un paiement déjà fait par lui, et ses créanciers n'ont évidemment pas plus de droits que lui-même. Cela est si vrai qu'avant 1889 on autorisait la victime à traiter directement avec la Compagnie pour une somme moindre et à conserver cette somme à l'exclusion de tous les autres créanciers de l'assuré ; cette transaction était valable parce que la victime, en renonçant à son action contre l'assuré, empêchait l'action de celui-ci contre la Compagnie (1). Une semblable combinaison ne serait pas possible si l'abstention de la victime n'était pas la défaillance d'une condition suspendant l'obligation de la Compagnie d'assurances.

Il n'est pas douteux que cette idée d'une condition suspensive a été présente à l'esprit du législateur de 1889. M. Maunoury, rapporteur de la loi à la Chambre des députés, parlant de l'action des assurés contre la Compagnie, s'exprimait en ces termes : « Il est clair que leur droit de réclamer le versement à leur profit de cette indemnité ne naîtra que lorsqu'ils l'auraient payée au propriétaire, car c'est contre le risque de ce paiement qu'ils ont contracté l'assurance » (2). C'est indiquer clairement l'existence d'une condition. Le texte de l'art. 3, alinéa 2 de la loi de 1889 met lui-même en relief le caractère conditionnel de

(1) Cassation, 5 février 1878, Dalloz, 1879, 1, 161.

(2) Dalloz, 1889, 4^e partie, p. 31, note 2.

l'obligation de l'assureur, puisqu'il dit que l'assuré et ses ayants-droit ne peuvent rien toucher de la Compagnie sans que la victime ait été indemnisée.

Etant donné que c'est au moyen d'une condition suspendant l'obligation de l'assureur que la loi de 1889 parvient à attribuer un droit de préférence au profit de la victime sur tous les autres créanciers de l'assuré, n'est-il pas possible d'en conclure que la solution de cette loi est conforme au droit commun et doit, par suite, être étendue aux cas non prévus par le texte ? Si l'on acceptait cette manière de voir, la préférence donnée à la victime serait, non pas une faveur exceptionnelle accordée à un créancier particulier par une décision arbitraire de la loi, mais simplement le résultat d'une analyse exacte de la nature des conventions passées entre assureurs et assurés (1).

M. Planiol a fort bien montré que cette interprétation extensive de la disposition de la loi de 1889 ne doit pas être accueillie. « Nous croyons, dit-il, qu'il y a bien réellement dans la loi de 1889 une décision exceptionnelle en faveur des victimes de certains accidents. D'après l'analyse que nous venons de faire, le refus de paiement que peut opposer l'assureur est une simple faculté pour lui ; il peut tenir à constater que la condition mise au contrat est véritablement réalisée, et exiger que l'assuré justifie d'un

(1) Ce système a été exposé par M. Planiol, dans la note précitée. Mais le savant auteur ne s'y attache que pour le réfuter et pour montrer que la décision de l'article 3, alinéa 2 de la loi de 1889 ne doit pas être étendue en dehors des cas prévus par le texte.

payement effectif fait à la victime ; mais il peut aussi ne pas pousser l'interprétation du contrat à la rigueur et payer l'indemnité promise dès que le montant des dommages et intérêts dus à la victime est liquidé. La loi de 1889 a fait quelque chose de plus ; elle a transformé cette faculté en une obligation pour l'assureur, en faisant défense à l'assuré de rien toucher avant que la victime ait été entièrement désintéressée. C'est là qu'est la faveur, le privilège ; la prohibition de payer est établie dans l'intérêt d'un tiers étranger au contrat d'assurance, mais que le législateur a entrepris de protéger contre les autres créanciers. Dans les cas prévus par le texte, la victime de l'accident a un droit certain qu'elle tient de la loi ; elle peut faire grief à la Compagnie d'avoir payé au mépris d'une prohibition écrite en sa faveur ; dans tous les autres cas, elle n'a qu'une espérance, une chance possible, si la Compagnie n'ouvre sa caisse qu'à la dernière limite ; mais elle n'a de droit positif ni contre la Compagnie, ni contre les autres créanciers de l'assuré. »

En vertu de la loi de 1889, le propriétaire victime d'un incendie dont son locataire ou son voisin est responsable, possède donc une cause de préférence — un privilège — sur tous les autres créanciers de son débiteur. Le locataire ou le voisin ne peuvent toucher tout ou partie de l'indemnité d'assurance sans que le propriétaire ait été désintéressé des conséquences du sinistre.

Mais il n'est pas possible, ni en vertu des principes généraux, ni en vertu de la loi de 1889, d'étendre cette

solution à d'autres hypothèses que celles prévues par cette dernière.

Sous l'empire de la loi actuelle, la convention seule peut suppléer au silence de la loi. Il appartient à l'assuré et à l'assureur de responsabilité, de convenir, par une clause formelle de la police, que l'assureur sera tenu de désintéresser la victime du dommage et que l'indemnité sera payée directement entre les mains de celle-ci. Cette stipulation se rencontre déjà dans un certain nombre de polices. Quels sont exactement ses effets ?

La stipulation d'un paiement direct aux mains de la victime ne produit pas des effets aussi étendus ni aussi utiles que ceux qui découlent de la loi de 1889 pour les cas qu'elle a prévus. Cette stipulation ne doit pas, en effet, être confondue avec la concession d'une action directe au profit de la victime. Elle n'implique pas nécessairement que l'assuré ait entendu stipuler une créance, ni l'assureur assumer une dette au profit de cette victime ; il résulte même des termes exprès ordinairement employés dans les polices de responsabilité que telle n'a pas été l'intention des contractants ; dès lors la convention dont il s'agit ne peut équivaloir à une stipulation faite au bénéfice de la personne lésée. « Ce n'est pas stipuler pour un autre, dit Pothier (1), que de dire que la chose ou la somme que je stipule sera délivrée ou payée à un tiers désigné par la convention.

(1) *Traité des obligations*, n° 57 ; — Caen, 16 novembre 1847, Dalloz, 1849, 2, 221.

Ce n'est pas en sa personne, mais en la mienne, que réside la créance de cette somme. « Donc l'indication de paiement entre les mains de la victime ne lui confère aucun droit contre l'assureur. Il est évident que la situation ne soulève point de difficulté lorsque l'assuré, en dehors de toute action de ses créanciers, est d'accord avec la personne lésée pour réclamer de l'assureur le paiement entre les mains de celle-ci ; l'assureur n'a dans ce cas aucun motif légitime de ne pas tenir son engagement. Mais la difficulté commence si les créanciers de l'assuré ont la prétention d'agir contre l'assureur. Il se produit alors de deux choses l'une : si l'assureur a spontanément désintéressé la victime, conformément à son engagement, son paiement sera parfaitement valable ; par suite, l'assuré n'étant plus tenu des conséquences de la condamnation qu'il avait encourue, n'aura plus rien à réclamer à l'assureur ; les créanciers de l'assuré ne pourront plus rien exiger de la Compagnie d'assurances, libérée de son engagement (1). Au contraire, si l'assureur ne veut pas indemniser la victime, ainsi qu'il l'a promis, quel sera le droit de l'assuré ? Observons qu'ici l'assureur s'étant engagé, non pas à payer à l'assuré, mais à éteindre l'action de la victime contre celui-ci, a assumé une obligation de faire. Par suite, l'assuré ou ses créanciers ne pourront pas exiger l'indemnité d'assurance, qui n'a pas été promise, mais seulement des dommages-intérêts sanctionnant cette obli-

(1) Douai, 11 juillet 1895, Dalloz, 1897, 2, 369.

gation de faire en vertu de l'art. 1142. En droit, ces dommages-intérêts sont différents de l'indemnité d'assurance, mais en fait, ils pourront être équivalents. La créance de ces dommages-intérêts figurera dans le patrimoine de l'assuré et constituera le gage de tous ses créanciers. La victime, qui est au nombre de ceux-ci, n'aura pas plus de droits que les autres ; elle ne pourra prétendre à aucun droit de préférence. La convention est impuissante à lui attribuer un droit privatif sur l'indemnité. Seule, une disposition législative, qui n'existe pas encore, pourrait le lui conférer.

SECTION III

Rapports de l'assureur de la faute avec l'assureur de la victime.

Très souvent, la victime du dommage est elle-même assurée. Nous avons vu que l'assureur de cette victime, qui a versé l'indemnité d'assurance, ne peut, sauf dans le cas, d'ailleurs très fréquent, où la police contenait cession des droits de la victime en sa faveur, exercer des recours contre l'auteur du dommage.

Supposons donc que l'assureur de la personne lésée soit cessionnaire des droits de celle-ci contre l'auteur du dommage. Cet assureur va pouvoir exercer contre cet auteur responsable les droits mêmes de la victime. Mais supposons que l'auteur du dommage se soit lui-même assuré contre les conséquences de sa faute. L'assureur de la vic-

time va-t-il pouvoir s'adresser directement à l'assureur du responsable ?

Cette question se ramène à celle, déjà résolue, de savoir si la victime possède une action directe contre l'assureur de l'auteur responsable du dommage. La réponse est donc certainement négative. Entre le propriétaire d'un immeuble incendié, par exemple, et l'assureur du locataire responsable, il n'existe aucun rapport de droit. Il n'existe pas plus de rapport de droit entre l'assureur de ce propriétaire et l'autre assureur.

Tout ce que peuvent faire la victime et son assureur, c'est exercer contre l'assureur du responsable l'action oblique de l'art. 1166. Lorsque l'auteur du dommage, débiteur de la victime ou de son assureur, refuse d'appeler en garantie son propre assureur, cessionnaire de ses droits, d'exercer le droit à sa place (1). On voit donc que l'assureur de la victime, cessionnaire de ses droits, pourra actionner, en vertu de l'art. 1166, la Compagnie garantissant l'auteur du dommage.

Une hypothèse assez spéciale doit être enfin prévue. Il peut arriver que l'auteur et la victime du dommage soient assurés à la même Compagnie. L'assureur de la victime, dans le cas où il sera cessionnaire de ses droits, pourra-t-il encore exercer un recours contre l'auteur du dommage ? A cette question, il convient de répondre par des distinctions.

(1) Trib. civ. Seine, 5 mai 1882, et Paris, 8 mars 1893 ; — *Recueil périodique des assurances*, 1894, p. 225.

Si une Compagnie a assuré l'immeuble d'un propriétaire et seulement les meubles du locataire, l'assurance du mobilier étant indépendante de la question de responsabilité, l'assureur n'en conserve pas moins son recours contre le locataire responsable. La solution sera profondément différente si le locataire est assuré contre sa responsabilité locative entière. Aucun recours de l'assureur n'est alors possible, puisque la créance qu'il possède en qualité de cessionnaire du propriétaire se confond avec l'obligation qu'il a assumée de garantir le risque locatif. Mais il existe une hypothèse intermédiaire. C'est celle dans laquelle le locataire n'a assuré qu'une partie des risques locatifs. Mais l'assureur a contre lui une créance qui ne se confond que partiellement avec sa propre dette. Dans ces conditions, la Compagnie peut, comme cessionnaire des droits du propriétaire, réclamer au locataire responsable la différence entre la valeur assurée (le risque locatif partiel) et la valeur de l'immeuble dont le propriétaire a été indemnisé. De la sorte, il s'établit une compensation entre l'indemnité d'assurance de l'immeuble incendié et l'indemnité d'assurance du risque locatif, et, si cette dernière est inférieure à la première, l'assureur peut réclamer le surplus au locataire responsable (1).

(1) Toulouse, 14 février 1889, *Recueil périodique des assurances*, p. 571.

CONCLUSION

Nous venons de décrire l'assurance de la faute, telle qu'elle se présente sous l'empire de la législation actuelle. Sa légitimité ne fait aucun doute ; seuls le dol et la faute lourde ne peuvent, en droit, faire l'objet d'un contrat d'assurance. L'assurance de la faute voit s'ouvrir devant elle un champ d'application qui ira en s'élargissant sans cesse à mesure que se multiplieront les cas dans lesquels la responsabilité humaine se trouvera engagée. C'est pourquoi l'heure et venue où le législateur doit apporter à cette assurance une plus grande attention et donner satisfaction à certains desiderata qu'il nous est permis de formuler au terme de cette étude.

Nous avons vu que l'assurance de la faute, étant uniquement passée au profit de l'assuré lui-même, ne confère qu'à lui seul une action contre l'assureur. La victime du dommage n'est pas admise à invoquer contre cet assureur un droit personnel et direct au bénéfice de l'assurance qui n'a été contractée ni par elle, ni pour elle. Au point de vue législatif, cette solution prête certainement à la critique. Ne semble-t-il pas juste que la victime d'un dommage puisse réclamer directement l'indemnité à l'assureur du responsable, puisque cet assureur a promis de la payer en cas de réalisation du risque ? Ne serait-il pas plus simple

et plus rapide que l'assureur de l'auteur du dommage versât directement l'indemnité entre les mains de la victime ? Pourquoi exiger un double paiement, l'un par le responsable au sinistré, l'autre par l'assureur de la faute au responsable ? Peu importe à cet assureur, qui est toujours obligé de payer, qu'il s'acquitte entre les mains de l'un ou de l'autre.

D'autre part, il serait logique et juste, que le paiement effectué par l'assureur de la faute n'ayant pour occasion que le dommage subi par la victime, celle-ci fut seule à en profiter à l'exclusion de l'assuré lui-même ou de ses autres créanciers. Ce résultat ne peut être obtenu que par un texte qui généralise la solution édictée par la loi du 19 février 1889 (art. 352) en une des assurances de la faute relative à l'incendie, c'est-à-dire de l'assurance du risque locatif et de l'assurance du recours du voisinage. Pour celle-ci, la loi de 1889 dispose que l'assuré ou ses ayants-droit ne peuvent toucher tout ou partie de l'indemnité sans que la victime du dommage ait été désintéressée des conséquences du sinistre. Il faut souhaiter que le législateur applique cette solution à toutes les hypothèses d'assurances de la faute.

Vu :

Le Président de la thèse,
PLANIOL.

Vu :

Le Doyen,
CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages,
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — Caractères de l'assurance de la faute.....	9
SECTION I. — <i>La faute et la responsabilité</i>	9
SECTION II. — <i>Caractères propres à l'assurance de la faute</i>	15
CHAPITRE II. — Conditions de validité de l'assurance de la faute.	33
SECTION I. — <i>Principe de la validité</i>	33
SECTION II. — <i>Limites au principe de la validité</i>	40
(Le dol. — La faute lourde).....	41
CHAPITRE III. — Effets de l'assurance de la faute	49
SECTION I. — <i>Rapports de l'assureur et de l'assuré</i>	49
SECTION II. — <i>Rapports de l'assureur et de la victime du dommage</i> .	59
SECTION III. — <i>Rapports de l'assureur de la faute avec l'assureur de la victime</i>	84
CONCLUSION.....	87
